

UN HAUT RESPONSABLE
AMÉRICAIN DEMAIN À ALGER

Sécurité et économie au cœur des échanges

PAGE 3

Le secrétaire d'État adjoint américain, Christopher Landau, effectuera demain une visite en Algérie dans le cadre d'une tournée qui le conduira également au Maroc. Cette visite s'inscrit dans une dynamique de renforcement des relations bilatérales et met en lumière l'intérêt croissant de Washington pour le rôle stratégique d'Alger dans la région.

SECOUÉ PAR DES ATTAQUES
COORDONNÉES

Le Mali au bord de l'effondrement

Déjà fragilisé par une transition militaire prolongée et une instabilité chronique, le Mali fait face à une nouvelle vague d'attaques coordonnées qui aggravent une situation sécuritaire devenue critique.

PAGE 2

● Redessiner le Sahel : La stratégie globale de l'Algérie



Législatives
du 2 juillet
Les partis
en pleine
mobilisation

PAGE 4



Importation de véhicules
de moins de 5 ans

Les consulats
algériens accueillent
les dossiers

PAGE 6

Vers une refonte de
l'urbanisme en Algérie
La fin du chantier
des constructions
inachevées

PAGE 5



L'ÉCHO DES
RÉSEAUX SOCIAUX



Le piège des trois
doigts

PAGE 15

SECOUÉ PAR DES ATTAQUES COORDONNÉES Le Mali au bord de l'effondrement

Déjà fragilisé par une transition militaire prolongée et une instabilité chronique, le Mali fait face à une nouvelle vague d'attaques coordonnées qui aggravent une situation sécuritaire devenue critique.

Le Mali replonge dans une spirale de violence d'une rare intensité. Le pays a connu, hier, une grave escalade sécuritaire à la suite d'une série d'attaques coordonnées menées par des groupes armés dans la capitale Bamako et plusieurs régions, dans l'une des offensives les plus violentes auxquelles les autorités militaires sont confrontées depuis plusieurs années. Selon l'état-major des forces armées maliennes, des «groupes armés terroristes» ont ciblé des installations militaires et des points stratégiques, dont l'aéroport international de Bamako-Sénou. Les attaques ne se sont pas limitées à la capitale. Elles ont également touché Gao, Kidal, Mopti et Sévaré, confirmant le caractère coordonné de cette offensive. À Kati, ville où réside le chef de la transition, le général Assimi Goïta, des habitations auraient été endommagées par des explosions, selon des témoignages relayés sur les réseaux sociaux. Cette localité, qui abrite une importante base militaire fortement sécurisée, est considérée comme stratégique pour le pouvoir en place. Des témoins cités par Reuters indiquent que le domicile du ministre de la Défense, Sadio Camara, à Kati, aurait été endommagé lors des attaques.

CHUTE DE KIDAL

Dans le nord du pays, la situation est particulièrement préoccupante. Des rebelles affirment avoir pris le contrôle de certaines zones clés, notamment à Kidal, une ville hautement stratégique. Des images diffusées sur les réseaux sociaux montreraient des combattants dans des bâtiments administratifs, tandis que les combats se poursuivraient dans



plusieurs localités. Selon plusieurs sources médiatiques, le Front de libération de l'Azawad (FLA) et le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda, auraient mené des attaques conjointes dans plusieurs régions du Mali, avant de revendiquer la prise de contrôle de Kidal. D'autres informations non confirmées évoquent également une présence de ces groupes dans certaines zones périphériques de Bamako.

UNE CRISE AGGRAVÉE PAR LE BLOCUS ÉCONOMIQUE

Cette escalade intervient après plusieurs mois de blocus économique imposé par le JNIM sur les routes d'approvisionnement en carburant vers Bamako, provoquant une grave crise du carburant, des coupures d'électricité répétées, la fermeture temporaire des écoles et des universités, ainsi qu'une hausse des prix des produits

de première nécessité. Ces attaques constituent une escalade majeure dans le conflit en cours depuis 2012, lorsque des groupes séparatistes et des organisations jihadistes liées à Al-Qaïda ont pris le contrôle de vastes zones du nord du Mali.

UNE TRANSITION MILITAIRE SOUS PRESSION

Le pays fait face à des défis sécuritaires croissants depuis les coups d'État militaires de 2020 et 2021, dans un contexte de poursuite des attaques jihadistes qui ont étendu leur champ d'action à de nouvelles régions. Le Mali est dirigé par une junte militaire conduite par le colonel Assimi Goïta depuis la destitution du président Ibrahim Boubacar Keïta en 2020. La junte avait initialement promis une transition courte, mais a prolongé son maintien au pouvoir à plusieurs reprises,

mis fin à l'accord de paix d'Alger avec les rebelles touaregs et expulsé les forces françaises ainsi que la mission des Nations unies.

ISOLEMENT INTERNATIONAL ET RECOMPOSITION DES ALLIANCES

Cette situation a entraîné un isolement international partiel, des sanctions de la Cedeao et un recours accru au soutien russe (Wagner/Africa Corps). Parallèlement, les groupes jihadistes ont exploité le vide sécuritaire pour étendre leur contrôle sur de vastes zones du Nord et du Centre, imposant un blocus économique à Bamako depuis fin 2025. Cette situation intervient à un moment particulièrement sensible alors que les groupes armés continuent de contrôler de vastes zones du territoire, plaçant les autorités militaires face à des défis majeurs pour rétablir la stabilité.

VERS UN RISQUE D'EMBRASEMENT RÉGIONAL

Face à cette dégradation sécuritaire, l'Union africaine a fermement condamné les attaques et réaffirmé son engagement en faveur de la paix et de la stabilité régionale. Le président de la Commission, Mahmoud Ali Youssouf, a appelé à une mobilisation accrue pour protéger les populations civiles. Sur le terrain, la situation demeure extrêmement tendue autour de la capitale et dans le nord du pays. Des alertes sécuritaires ont été émises par plusieurs missions diplomatiques. Les observateurs craignent un «effondrement de l'État» ou un effet domino sur les pays du Sahel, notamment le Burkina Faso et le Niger.

Synthèse Smail ROUHA

REDESSINER LE SAHEL La stratégie globale de l'Algérie

Dans un contexte de recomposition rapide des équilibres géopolitiques en Afrique, la région du Sahel connaît des transformations profondes sur les plans politique, sécuritaire et économique. L'affaiblissement de certains cadres traditionnels de coopération régionale, combiné à la montée de menaces transfrontalières — terrorisme, criminalité organisée et migrations irrégulières — redéfinit les priorités des États sahéliens et de leurs partenaires.

Dans cet environnement instable, l'Algérie s'affirme comme un acteur régional central. Elle développe une stratégie globale visant à influencer positivement les dynamiques sahéliennes, en combinant impératifs sécuritaires et exigences de développement. Cette approche repose sur une vision intégrée de la stabilité, fondée sur la coopération régionale, le respect de la souveraineté des États et la recherche de solutions durables aux causes structurelles des crises.

UNE DIPLOMATIE DE COOPÉRATION RENFORCÉE

L'Algérie a intensifié ses relations avec plusieurs pays du Sahel, notamment le Niger, le Tchad et le Burkina Faso. La récente visite du président tchadien Mahamat Idriss Déby à Alger illustre cette dynamique de rapprochement. Au-delà des questions économiques, les échanges entre les deux parties ont porté sur les enjeux sécuritaires et politiques, confirmant la nécessité d'une



coordination régionale renforcée. Dans le cas du Niger, la relance des relations s'est accompagnée de projets structurants dans le domaine de l'énergie et des infrastructures. Avec le Burkina Faso, la coopération énergétique traduit également la volonté d'ancrer des partenariats durables. Par ailleurs, l'Algérie propose un renforcement de la coopération dans le domaine de la formation, notamment à travers l'accueil d'étudiants et de cadres sahéliens.

UNE APPROCHE SÉCURITAIRE GLOBALE

La stratégie algérienne repose sur un principe fondamental : le rejet des réponses exclusivement militaires. Elle

privilégie une approche globale qui s'attaque aux causes profondes de l'instabilité, plutôt qu'à ses seules manifestations. Cette vision se traduit par le renforcement des mécanismes bilatéraux et multilatéraux de coopération sécuritaire, notamment dans l'échange de renseignements et la coordination opérationnelle.

Forte de son expérience dans la lutte contre le terrorisme, l'Algérie cherche à capitaliser sur sa position géographique et politique pour reconstruire la confiance entre les acteurs régionaux. Elle se positionne ainsi comme un partenaire stable, prônant le respect de la souveraineté nationale et s'opposant aux logiques d'ingérence.

LE DÉVELOPPEMENT COMME LEVIER DE STABILITÉ

L'Algérie considère que la sécurité ne peut être durable sans développement économique et social. La pauvreté, le chômage et le manque d'infrastructures constituent des facteurs majeurs de vulnérabilité dans la région sahélienne.

Dans cette perspective, elle soutient des projets de développement liés aux infrastructures routières, aux échanges commerciaux et aux investissements dans les zones frontalières. Cette approche vise à créer de nouvelles dynamiques économiques régionales, susceptibles de réduire les tensions et de renforcer l'intégration entre les pays du Sahel.

UN RÔLE D'ÉQUILIBRE DANS UN ESPACE COMPÉTITIF

Dans un contexte de compétition accrue entre puissances régionales et internationales, l'Algérie cherche à se positionner comme une puissance d'équilibre. Elle refuse les logiques de polarisation et privilégie le dialogue ainsi que la médiation dans la résolution des crises régionales. Cette posture renforce son rôle dans les processus politiques sahéliens et consolide son image d'acteur fiable et stabilisateur. L'action de l'Algérie au Sahel s'inscrit dans une vision stratégique de long terme. Elle vise à construire un espace régional plus stable, fondé sur la coopération, le développement et le respect de la souveraineté des États. Malgré la complexité des défis, cette approche ouvre la voie à une reconfiguration progressive des équilibres sahéliens, dans laquelle l'Algérie ambitionne de jouer un rôle central et structurant.

S. R.

UN HAUT RESPONSABLE AMÉRICAIN DEMAIN À ALGER

Sécurité et économie au cœur des échanges

Le secrétaire d'État adjoint américain, Christopher Landau, effectuera, demain, une visite en Algérie dans le cadre d'une tournée qui le conduira également au Maroc. Cette visite s'inscrit dans une dynamique de renforcement des relations bilatérales et met en lumière l'intérêt croissant de Washington pour le rôle stratégique d'Alger dans la région.

Selon un communiqué du département d'État, cette visite vise à approfondir le partenariat entre les États-Unis et l'Algérie, notamment dans le domaine sécuritaire. Dans un contexte régional marqué par des défis persistants au Sahel et en Afrique du Nord, Alger apparaît comme un acteur clé en matière de stabilité et de lutte contre le terrorisme. «En Algérie, le secrétaire d'État adjoint rencontrera des responsables algériens afin de discuter de l'approfondissement des relations bilatérales, notamment des efforts communs visant à faire face aux enjeux de sécurité régionale», précise, d'ailleurs, la même source. Massad Boulos, conseiller principal du président Trump pour les affaires africaines et arabes, écrivait d'ailleurs sur les réseaux sociaux à l'issue de sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères Ahmed Attaf : «Notre objectif commun est la sécurité régionale.» Les États-Unis reconnaissent depuis plusieurs années l'expertise algérienne dans la gestion des crises sécuritaires et la médiation régionale. Cette convergence d'intérêts devrait ainsi occuper une place centrale dans les discussions entre les deux parties. Bien que non évoquée explicitement dans le communiqué du département d'État, la question sahraouie devrait également s'inviter dans les échanges, au regard de son importance géopolitique et des positions constantes d'Alger en faveur d'un règlement conforme au droit international.



UNE DYNAMIQUE DIPLOMATIQUE SOUTENUE

La visite de Christopher Landau intervient dans un contexte marqué par une intensification des contacts entre responsables algériens et américains. Récemment, Massad Boulos qui était venu deux fois en Algérie où il a été reçu par le président Tebboune, avait rencontré le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, en Turquie, illustrant la continuité du dialogue stratégique entre les deux pays. De même, le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis à Alger s'était entretenu avec

Lounès Magramane, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, dans le cadre des consultations régulières visant à renforcer la coopération bilatérale.

DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES PROMETTEUSES

Au-delà des enjeux sécuritaires, le volet économique figure également parmi les priorités de cette visite. Les États-Unis affichent un intérêt croissant pour le marché algérien, riche de nombreuses potentialités, notamment dans les secteurs de l'énergie et des mines, des tech-

nologies et des infrastructures. Le communiqué évoque d'ailleurs des «accords commerciaux à fort impact» avec des entreprises américaines, signe d'une volonté de consolider les investissements et les échanges économiques. Lors de la rencontre entre Attaf et Boulos en Turquie, les deux diplomates ont «passé en revue la dynamique positive marquant les relations algéro-américaines» et les «perspectives prometteuses offertes dans les différents axes du partenariat économique», soulignait le communiqué du ministère des Affaires étrangères indiquant que la rencontre avait permis de «passer en revue la dynamique positive marquant les relations algéro-américaines» et les «perspectives prometteuses offertes dans les différents axes du partenariat économique». Dans un contexte de diversification économique engagé par Alger, ce rapprochement pourrait ouvrir la voie à de nouvelles opportunités de partenariat stratégique. À travers cette visite, Washington réaffirme l'importance qu'il accorde à l'Algérie en tant que partenaire clé en Afrique du Nord. Entre rôle stabilisateur dans la région, position diplomatique influente et potentiel économique significatif, Alger s'impose comme un interlocuteur de premier plan pour les États-Unis. Cette tournée maghrébine du responsable américain devrait ainsi permettre de consolider une relation bilatérale en pleine évolution, à la croisée des enjeux sécuritaires, politiques et économiques. **S. M.**

COORDINATION SÉCURITAIRE ALGÉRO-MAURITANIENNE

L'orpillage frontalier au cœur des préoccupations

À l'heure où les menaces terroristes et les réseaux de contrebande persistent dans la région sahélienne, l'Algérie et la Mauritanie intensifient leur coopération sécuritaire.

À cet égard, la ville de Tindouf a été, mercredi dernier, le théâtre d'une réunion de coordination entre deux délégations militaires, mauritanienne et algérienne. Il s'agit de la première réunion du genre, précise l'armée mauritanienne sur sa page facebook, en référence aux rencontres de sécurité organisées entre les armées des deux pays.

La délégation mauritanienne était conduite par le colonel Cheikh Sidi Bouya Salek, commandant de la 2^e Région militaire (frontalière avec l'Algérie), tandis que la délégation de l'Armée nationale populaire (ANP) était conduite par le général-major Kamel Meradji, commandant du secteur opérationnel sud de Tindouf.

Les discussions ont porté sur la mise en place de mécanismes de coordination sécuritaire conjointe entre les deux armées et le renforcement de la coopération sur le terrain le long des frontières communes afin d'améliorer l'état de préparation des forces et de contribuer à la consolidation de la stabilité de la région. Cette réunion intervient alors que les deux pays font face à des défis communs, notamment la menace que représentent les organisations terroristes actives dans les pays sahéliens voisins, en particulier le Mali, ainsi que



les réseaux criminels transnationaux impliqués dans le trafic de drogue, d'êtres humains et d'armes dans la région du Sahara.

UN PHÉNOMÈNE INQUIÉTANT

Autre sujet sensible : l'orpillage artisanal, en plein essor en Mauritanie depuis 2016. Cette activité attire des milliers de jeunes, dont certains franchissent illégalement la frontière algérienne ou pénètrent dans des zones minières interdites pour extraire de l'or. Cette situation a favorisé l'émergence de réseaux de trafic d'êtres humains.

Pour Alger et Nouakchott, ce phénomène représente un double risque : sécuritaire, avec la possible infiltration de

groupes armés, et criminel, avec l'implication de réseaux organisés cherchant à financer leurs activités.

Pour relever ce défi, les deux pays ont signé un mémorandum d'entente à Nouakchott en avril 2021, prévoyant la mise en place d'une commission bilatérale frontalière. Celle-ci vise à promouvoir et à développer la coopération ainsi qu'à renforcer les liens de fraternité et de bon voisinage entre les deux pays. Elle a également pour objectif d'impulser les opportunités d'investissement, d'établir des projets de partenariat dans des secteurs prioritaires et d'intensifier les échanges économiques, commerciaux, culturels et sportifs, en plus du désenclavement des populations des zones frontalières.

LE PROJET ROUTIER TINDOUF-ZOUERATE

Cette dynamique intervient également dans la foulée de la commission mixte de coopération tenue début avril en Algérie. Lors de cette réunion, les participants ont discuté de projets conjoints, dont le plus important est la route reliant Tindouf (Algérie) à Zouerate (Mauritanie).

Ce projet est présenté comme l'un des plus importants pour le développement des deux pays. L'Algérie souhaite stimuler l'activité commerciale et attirer davantage d'investissements en Mauritanie, tandis que Nouakchott ambitionne de diversifier ses importations en s'ouvrant davantage au marché algérien.

Longue de 850 km, cette route traversera un désert extrêmement hostile. Sa construction est assurée par plus de dix entreprises algériennes. Malgré l'avancement des travaux, le projet suscite des préoccupations liées à l'environnement et à la sécurité.

Cette infrastructure stratégique doit faciliter les échanges commerciaux et ouvrir à l'Algérie un accès aux marchés ouest-africains, tandis que la Mauritanie cherche à diversifier ses partenaires économiques.

Cependant, le chantier progresse dans des conditions particulièrement difficiles. Certaines entreprises expriment des réserves quant au respect du calendrier, en raison des contraintes logistiques, climatiques et sécuritaires.

Smail ROUHA

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Les partis en pleine mobilisation

À l'approche des élections législatives du 2 juillet prochain, la scène politique nationale connaît une effervescence notable.

Ce regain d'activité traduit une mobilisation des différentes formations politiques, déterminées à se positionner dans une compétition qui s'annonce décisive. Plusieurs partis ont ainsi lancé des campagnes de renouvellement en interne, en ouvrant largement leurs listes de candidature à de nouveaux profils, notamment des jeunes cadres et des compétences émergentes. Cette dynamique concerne particulièrement les formations qui avaient choisi, par le passé, de boycotter les échéances électorales et qui signent aujourd'hui leur retour dans l'arène politique. Le Rassemblement national démocratique (RND) a intensifié ses activités de terrain. Son secrétaire général, Monder Bouden, a multiplié les rencontres avec les militants et cadres du parti afin de renforcer la mobilisation interne. Il a insisté sur la nécessité d'une participation massive aux législatives, estimant que le climat politique actuel est propice à un scrutin «transparent et libre», à la hauteur des attentes des citoyens. Le dirigeant a également appelé à une sélection rigoureuse des candidats, fondée sur la compétence et la capacité à représenter efficacement la population. «Le climat politique actuel encourage la participation à ces élections», a déclaré Bouden, se disant convaincu que le scrutin se déroulera dans «la transparence et la liberté, à la hauteur des aspirations du peuple». Il a également appelé à «renforcer la sensibilisation au sein de toutes les catégories sociales pour préserver les acquis nationaux».

RENFORCER LA CRÉDIBILITÉ DE L'ACTION POLITIQUE

De son côté, le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a interpellé les pouvoirs



publics lors de la session ordinaire du conseil national du parti, plaidant pour «une volonté sincère d'ouverture politique et médiatique, au-delà de la logique électoraliste». «Il est impératif de rompre définitivement avec toute posture de suspicion ou de diabolisation des voix discordantes, en particulier lorsqu'elles émanent d'une opposition démocratique, patriotique et responsable», a-t-il martelé. Par ailleurs, Aouchiche a mis en garde contre «les populismes et les bouffonneries» qu'il qualifie de «dérives dangereuses qui appauvrissent la vie politique et fragilisent la démocratie, encourageant la dépolitisation». Selon lui, «réduire les élections législatives à une simple course aux sièges est une grande supercherie qui porte atteinte à l'essence

même de la représentation nationale» et constitue «une menace réelle, non seulement pour la démocratie, mais également pour la continuité et la stabilité des institutions de l'État». Hier, le FFS était sur le terrain. Son premier secrétaire national a animé une conférence politique à Tizirt (Tizi-Ouzou), où il a rappelé que la participation du FFS à ce rendez-vous électoral vise à «réhabiliter l'action politique en instaurant une pratique politique responsable et engagée».

LE MSP OUVRE SES LISTES À LA DIASPORA

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP), a, pour sa part, annoncé l'ouverture des candidatures aux Algériens résidant à

l'étranger, dans le cadre de sa stratégie «d'intégration des compétences nationales». Cette initiative vise, selon le MSP, à «enrichir le débat démocratique par l'apport d'expertises variées et à renforcer le lien entre la diaspora et les enjeux nationaux».

LE FLN ACTIVE SA MACHINE ÉLECTORALE

Le Front de libération nationale (FLN) n'est pas en reste. Son secrétaire général, Abdelkrim Benmbarak, a récemment lancé la commission nationale chargée de la stratégie des législatives. Une plateforme numérique a également été déployée pour le dépôt des candidatures «afin de garantir la transparence», selon Benmbarak, qui a insisté sur «la mobilisation générale du parti pour obtenir des résultats à la hauteur de son histoire». Le responsable politique a insisté sur l'état de préparation avancé du FLN, affirmant que le parti aborde ces rendez-vous électoraux «avec confiance et disponibilité», dans un esprit de responsabilité et de discipline. Il a souligné que les préparatifs ont été engagés de manière «sérieuse et organisée», reposant sur une vision claire et des mécanismes précis. Par ailleurs, le secrétaire général a réitéré son engagement à garantir l'égalité des chances pour tous les militants souhaitant se porter candidats, affirmant qu'«aucune exclusion ni marginalisation» ne sera tolérée. Les critères de sélection reposeront, a-t-il précisé, sur la compétence, la probité, l'adhésion populaire et le respect des valeurs du parti. À mesure que l'échéance électorale se rapproche, ces initiatives témoignent d'un paysage politique en recomposition, partagé entre volonté de renouveau et ambitions de reconquête institutionnelle.

I. Khermane

L'Anie clarifie les conditions de candidature

En réponse aux préoccupations exprimées par les partis politiques et les citoyens, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a publié, hier, un communiqué explicatif détaillant les conditions d'éligibilité à la candidature aux élections législatives prévues le 2 juillet 2026. S'appuyant sur l'ordonnance n°21-01 du 10 mars 2021 relative au régime électoral, l'Anie a tenu à rappeler dans son communiqué que ses clarifications «ne visent nullement à restreindre le droit constitutionnel de candidature». Elles ont pour objectif, précise-t-elle, «d'en préciser les modalités d'exercice dans le respect des règles encadrant la vie politique et les pratiques électorales». «Réunis les 19 et 25 avril 2026, le Conseil de l'Anie a examiné les préoccupations exprimées par les partis politiques, les élus et les citoyens souhaitant se porter candidats»,

souligne l'instance, précisant que l'éligibilité repose principalement sur deux éléments fondamentaux : l'appartenance politique et l'exercice d'un mandat électif. Dans ce cadre, la législation en vigueur garantit la liberté d'affiliation politique et le droit des partis à présenter des candidats. Toutefois, l'Autorité insiste sur le fait que l'appartenance politique liée à un mandat électif joue un rôle déterminant dans la recevabilité d'une candidature. Par ailleurs, certaines conditions restent incontournables, rappelle l'Anie, notamment l'obtention d'au moins 4% des suffrages lors des précédentes législatives ou la présence d'au moins 10 élus dans la circonscription concernée. Tout changement d'appartenance politique est ainsi susceptible, selon l'Autorité, d'influer directement sur la validité des listes de candidats. Se référant à une décision



récente de la Cour constitutionnelle, l'Anie rappelle que «les partis politiques constituent un pilier essentiel du système démocratique». Ils représentent «un cadre structurant pour l'expression des opinions et la participation à la vie

publique». L'Autorité insiste également sur le fait que le pluralisme politique et l'alternance démocratique reposent fondamentalement sur l'existence et le rôle actif des partis. Afin de clarifier les situations les plus fréquentes,

l'Anie a présenté une série de cas concrets : les candidats restant fidèles à leur parti d'origine sont éligibles. Les candidats se présentant sur des listes indépendantes peuvent également être éligibles, sous certaines conditions. En revanche, les changements d'appartenance politique en cours de mandat peuvent entraîner l'inéligibilité. Les situations jugées non conformes à la législation en vigueur conduisent automatiquement au rejet des candidatures. Ces exemples visent à offrir une lecture claire et opérationnelle des règles applicables à tous les candidats. L'Anie affirme, en guise de conclusion, «maintenir un dialogue permanent avec les partis politiques et les listes indépendantes». Elle se dit prête à «répondre à toute préoccupation ou demande de clarification concernant ces dispositions».

R. N.

CRÉBUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

VERS UNE REFONTE DE L'URBANISME EN ALGÉRIE

La fin du chantier des constructions inachevées

La loi 08-15 s'est heurtée à certains obstacles qui ont empêché sa mise en œuvre.

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, dirigé par Mohamed Tarek Belaribi, a déclaré que la nouvelle loi sur l'urbanisme est en cours d'élaboration et qu'elle comprendra des mécanismes visant à remédier à la situation actuelle du tissu urbain, ainsi qu'à surmonter les obstacles constatés dans le cadre de la loi 08-15 du 20 juillet 2008, qui fixe les règles de conformité et d'achèvement des bâtiments.

Cette déclaration intervient en réponse à une question écrite posée par le député Mohamed Mir de l'Assemblée populaire nationale. Adressée au Premier ministre, elle a porté sur la possibilité de réviser la loi 08-15 dans son volet relatif à la conformité et à l'achèvement des bâtiments.

Selon le député, la mise en conformité, selon la loi 08-15, concerne les constructions dont les travaux ont été achevés ou sont en cours d'achèvement antérieurement à 2008. Cela fait qu'un nombre important de citoyens se retrouve exclu du champ d'application de cette loi.

Il convient de noter que la promulgation de la loi n° 08-15 du 20 juillet 2008 visait à améliorer le cadre bâti, par la création d'un mécanisme permettant la mise en

conformité des bâtiments achevés ou en construction avant la promulgation de cette loi avec les règles d'urbanisme, les normes de construction et de sécurité. Elle visait également à mettre fin aux cas d'inachèvement des bâtiments en instaurant des mesures dissuasives en matière de non-respect des délais de construction et des règles d'urbanisme.

Le gouvernement avait fixé un délai de 18 mois pour achever toutes les constructions à l'échelle nationale. Ce délai a connu, depuis, plusieurs prorogations.

Dans sa réponse datée du 16 avril, le ministre a indiqué que 17 ans après la promulgation de cette loi, des résultats positifs ont été obtenus. Dressant un bilan chiffré des actions entreprises, il a évoqué l'approbation de 543 121 dossiers sur un total de 1 193 794 soumis, ainsi que la délivrance de 276 962 contrats de construction.

Cependant, la mise en œuvre de cette loi, a-t-il ajouté, s'est heurtée à des obstacles qui ont empêché la mise en conformité de certains bâtiments, laissant une part importante de constructions toujours en situation irrégulière.

Selon lui, la nouvelle loi permettra la mise en place d'une approche moderne et globale garantissant la prise en compte de tous les cas de figure possibles sur le terrain.

LES LIMITES DE LA LOI

La loi 08-15 a été promulguée afin d'améliorer la qualité urbanistique, architecturale et tech-



nique du cadre bâti. Cependant, elle est restée partiellement inefficace. Son inefficacité est visible, d'une part, sur le terrain, à travers un paysage urbain négativement impacté par l'apparence des constructions inachevées, et d'autre part, par les reports successifs de sa date d'échéance.

Initialement prévue pour août 2013, cette échéance a été reportée à août 2016, puis à août 2019 et, enfin, à août 2022.

Cette loi semble avoir atteint ses limites en raison d'une série de difficultés d'application et d'entraves rencontrées, empêchant ainsi sa mise en œuvre.

CHANGER LE PAYSAGE URBAIN

Face à ce constat alarmant, les

pouvoirs publics semblent décidés à trouver une solution radicale au phénomène persistant des constructions inachevées en Algérie. En octobre 2025, lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, Tarek Belaribi a indiqué que son département s'apprêtait à finaliser l'élaboration de la nouvelle loi sur l'urbanisme, ainsi qu'une loi relative aux constructions inachevées. Ces deux textes visent, selon lui, à «transformer le paysage urbain du pays».

De son côté, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a décidé de mettre fin à l'anarchie urbaine qui règne dans les villes algériennes.

Dans une instruction ministérielle datée du 21 octobre dernier,

il a ordonné à ses services de délivrer les permis de construire dans les délais légaux et d'accélérer le traitement des dossiers relatifs à la mise en conformité des constructions.

Parallèlement, il a demandé l'intensification des opérations de contrôle en mobilisant les équipes, les commissions de suivi ainsi que les agents habilités.

Le ministre a également prôné des mesures strictes, répressives et immédiates contre les contrevenants.

Ces directives visent à mettre en place une véritable stratégie permettant de préserver le tissu urbanistique sur l'ensemble du territoire national et de limiter la prolifération du bâti anarchique dans le pays. **S.Smati**

LE SUD ALGÉRIEN EN PLEINE EFFERVESCENCE TOURISTIQUE

Des chiffres en forte hausse

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé, hier, à Alger, une rencontre d'évaluation de la saison du tourisme saharien 2025-2026, regroupant les directeurs du secteur de plusieurs wilayas du Sud. Cette réunion était consacrée à la présentation du bilan d'activité et à l'évaluation des indicateurs enregistrés dans un contexte de dynamique ascendante. Dans ce cadre, la ministre a révélé que le nombre de touristes ayant visité les wilayas du Sud entre janvier et décembre 2025 est d'environ 750 000, dont près de 65 000 étrangers. Concernant la saison 2025-2026, s'étalant d'octobre 2025 à avril 2026, elle a enregistré près de 470 000 touristes, dont environ 47 000 étrangers. S'agissant des infrastructures, la ministre a indiqué que le parc hôtelier des wilayas du Sud compte 258 établissements, offrant une capacité d'accueil de 20 000 lits, avec la mise en service de plusieurs nouveaux établissements en 2025. Par ailleurs, 21 projets devraient être réceptionnés en 2026, tandis que 27 autres sont en cours de réalisation, avec un taux d'avancement dépassant les 80%.

Dans le cadre du renforcement de l'offre touristique, Mme Meddahi a également fait état de l'intégration de plusieurs projets touristiques récupérés au titre des biens confisqués dans le parc du Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT), notamment dans les wilayas d'Adrar et d'Ouargla. Elle a également cité un projet

de village touristique relevant de l'Office national du tourisme (ONT) à Timimoun, dont la réception est prévue cette année.

Concernant l'artisanat, la ministre a annoncé l'enregistrement de 12 projets d'investissement dans 8 wilayas, au titre de la loi de finances 2026, destinés à la réalisation de maisons, centres et galeries d'artisanat dans plusieurs wilayas du Sud. Mme Meddahi a souligné que ces indicateurs confirment «la dynamique ascendante que

connaît le secteur», grâce à l'amélioration du climat d'investissement, pour lequel l'État a mis en place toutes les incitations nécessaires, réitérant la disponibilité de son secteur à accompagner l'ensemble des investisseurs. Par ailleurs, cette rencontre s'est déroulée en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, qui a coprésidé avec Mme Meddahi, la cérémonie de signature d'une convention de partenariat entre le Groupe HTT et

l'opérateur de téléphonie mobile Mobilis, en vue de renforcer la performance numérique au sein des établissements hôteliers relevant du groupe. Les deux ministres ont également procédé à la remise des premiers diplômes au profit de plusieurs guides touristiques agréés issus des différentes wilayas du pays, dans une démarche visant à encadrer cette activité sur le plan professionnel et à améliorer la qualité des services touristiques.

FILIÈRE DES VIANDES ROUGES

La ministre à l'écoute des importateurs

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé une réunion de coordination avec les membres de la Fédération des importateurs de viandes rouges, en présence d'un représentant du ministère de l'Agriculture, dans le cadre de l'approche participative du secteur visant à assurer l'approvisionnement du marché national en prévision de l'Aïd el-Adha.

Selon un communiqué du ministère, la rencontre s'est tenue en présence des membres de la fédération affiliée à l'Union générale des commerçants et artisans algériens, présidée par Issam Badrissi, ainsi que d'un représentant du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de



la Pêche, en plus de cadres du ministère.

Au cours de cette réunion, Mme Amel Abdellatif a écouté les préoccupations et les propositions des opérateurs actifs dans le domaine de l'importation de viandes rouges. Des mesures susceptibles de les accompagner et de faciliter leurs activités sur le marché ont également été examinées.

La réunion a également abordé diverses questions liées à l'approvisionnement du marché national en ce produit de large consommation, notamment à l'approche de l'Aïd El-Adha. L'objectif du ministère est de coordonner les efforts de l'ensemble des parties prenantes afin de garantir la stabilité des prix et la disponibilité du produit durant cette période sensible.

IMPORTATION DE VÉHICULES DE MOINS DE 5 ANS Les consulats algériens accueillent les dossiers

La diaspora algérienne dispose désormais d'une voie claire pour importer des véhicules, tout en respectant les critères fixés par les autorités consulaires.

L'importation de véhicules de moins de cinq ans par la diaspora algérienne résidant à l'étranger, dans le cadre du changement de résidence, a désormais franchi une étape décisive. Cette mesure, entrée en vigueur avec la loi de finances 2026, est officiellement appliquée dans les représentations consulaires algériennes à l'étranger, permettant ainsi aux Algériens du monde entier de revenir avec leurs véhicules neufs ou de moins de cinq ans.

UNE MESURE ATTENDUE DEPUIS LONGTEMPS

L'annonce a été confirmée récemment par le député représentant la communauté algérienne en France, Tawfik Khedim, qui s'est exprimé le 24 avril 2026 dans une vidéo publiée sur sa page facebook. Selon lui, les consulats algériens ont désormais reçu l'instruction officielle d'accepter les dossiers des Algériens à l'étranger souhaitant bénéficier de cette disposition. Cela concerne tous les Algériens immatriculés auprès des services consulaires des différentes ambassades, notamment celles situées à Mascate, en Italie, à Riyad, ainsi que dans d'autres villes du monde.

«C'est officiel, les consulats sont désormais prêts à recevoir les dossiers des membres de notre diaspora souhaitant importer des véhicules dans le cadre du changement de résidence (CCR)», a affirmé le parlementaire.



LES VOITURES QUI PEUVENT ÊTRE IMPORTÉES

Cette mesure concerne spécifiquement les véhicules de tourisme, électriques, hybrides (essence et électrique) ou à essence, d'une cylindrée inférieure ou égale à 1 800 cm³. Les véhicules de moins de cinq ans sont éligibles, ainsi que les utilitaires de moins de 6 tonnes destinés au transport de marchandises. Les deux-roues immatriculés peuvent également faire l'objet de cette importation.

À noter que les véhicules diesel sont exclus du programme, une restriction qui vise à encoura-

ger l'adoption de véhicules plus écologiques. Les Algériens résidant à l'étranger peuvent donc importer des véhicules neufs ou âgés de moins de cinq ans au moment de leur introduction en Algérie.

UN PROCESSUS SIMPLIFIÉ

Les Algériens souhaitant profiter de cette opportunité doivent se rendre à leur consulat pour déposer leur dossier, qui devra comprendre une série de documents, notamment le certificat provisoire d'immatriculation pour les véhicules neufs, le certificat de conformité pour les véhicules neufs, l'attestation du fabri-

cant concernant la date de fabrication du véhicule neuf, la facture d'achat pour les véhicules neufs ou d'occasion de moins de cinq ans, le certificat d'immatriculation barré pour les véhicules d'occasion de cinq ans, le certificat de cession pour les véhicules d'occasion de moins de cinq ans, le certificat de situation administrative (certificat de non-gage) pour les véhicules d'occasion de moins de cinq ans, le contrôle technique valide pour les véhicules d'occasion de moins de trois mois.

Les ambassades et consulats algériens à l'étranger jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de cette nouvelle mesure. Les

ambassades d'Algérie à Mascate, à Riyad, à Rome et dans d'autres pays accueillant une forte communauté algérienne sont désormais mobilisées pour faciliter l'importation de ces véhicules. Les services consulaires sont prêts à guider les Algériens dans leurs démarches administratives, en veillant à ce que toutes les formalités soient respectées.

UNE OPPORTUNITÉ POUR LA DIASPORA ALGÉRIENNE

Cette nouvelle mesure s'inscrit dans un effort global visant à soutenir la diaspora algérienne et à faciliter le processus de réintégration des Algériens de l'étranger. Elle représente également une initiative importante pour encourager la circulation de véhicules plus modernes et moins polluants sur le territoire national.

Les autorités algériennes ont mis en place ce mécanisme dans le cadre de la loi de finances 2026, un projet visant à renforcer les liens avec la diaspora tout en modernisant le parc automobile national. Il s'agit d'une occasion pour ceux qui souhaitent regagner leur pays avec un véhicule conforme aux nouvelles normes écologiques.

La diaspora algérienne dispose désormais d'une voie claire pour importer des véhicules, tout en respectant les critères fixés par les autorités consulaires et douanières. Il ne reste plus qu'à se rapprocher des services compétents pour engager cette procédure.

Assia M.

DÉPLACEMENT DU MEDEF EN ALGÉRIE

Une nouvelle réorientation économique en gestation

Ces derniers mois, quelques signaux ont laissé entrevoir un léger apaisement. Les échanges diplomatiques ont repris, des visites officielles ont eu lieu. Dans les milieux économiques, l'attente est palpable. Cependant, le silence imposé par les deux parties ne laisse rien transparaître. Le ministre français de l'Intérieur, Laurent Nunez, l'a récemment évoqué : la France et l'Algérie ont décidé de ne pas communiquer sur leurs engagements respectifs depuis la reprise du dialogue en février dernier. Cette décision, volontairement instaurée par les deux parties afin d'éviter d'éventuelles interférences, notamment celles provenant de la droite française, vise à instaurer un climat serein et propice à la détente.

En effet, chaque fois que les deux pays avancent sur une initiative ou un projet commun, des voix s'élèvent en France pour tenter de les torpiller.

Ainsi, la venue de la délégation du Medef, qui a séjourné en Algérie jeudi et vendredi derniers pour rencontrer son homologue du CREA, pourrait marquer un tournant dans les relations économiques entre les deux pays. Cependant, cet événement n'a pas bénéficié de la couverture

médiatique qu'il mérite. Aucune des deux parties n'a communiqué à ce sujet. Ce qui est évident, c'est que le président du Medef, Patrick Martin, est venu pour impulser une nouvelle dynamique à cette relation.

«La proximité et la nécessité de réorienter notre activité économique sont nécessaires aujourd'hui», a-t-il déclaré avant son déplacement à Alger. Parle-t-il d'une nouvelle politique, différente de celle observée jusqu'à présent, ou s'agit-il d'une réorientation centrée sur des investissements qui, jusqu'ici, étaient en deçà des attentes ?

UN MAINTIEN DANS UN CONTEXTE CONCURRENTIEL

Les investissements français en Algérie se maintiennent depuis 2020, dans un contexte de diversification des partenaires de l'Algérie.

Même si la France reste un investisseur de premier plan (avec un stock d'IDE de 2,8 milliards d'euros en 2023, soit la 3e position), elle est de plus en plus concurrencée par l'Italie et les États-Unis. Les échanges se concentrent principalement sur l'industrie (transports, pharmacie). La France est le 3e investisseur étranger en stock d'IDE en Algérie, représentant environ 10 % du total

des IDE. Hors hydrocarbures, elle reste l'un des partenaires majeurs, avec des investissements ciblant notamment le matériel de transport (automobile), l'industrie pharmaceutique, la chimie, les parfums et l'agroalimentaire. Patrick Martin a notamment pour objectif de «rencontrer des chefs d'entreprise» locaux et de tisser les liens d'une «nouvelle coopération» économique et industrielle entre la France et l'Algérie, comme l'a indiqué l'organisation patronale dans un communiqué. Michel Bisac, président de la Chambre de commerce algéro-française, a qualifié de «très bonne chose» cette visite, espérant qu'elle sera fructueuse et qu'elle marquera «une reprise normale de la relation économique» entre les deux pays.

Le patron du Medef vient avec une idée simple : remettre les entreprises au centre du dialogue. Sur place, les échanges devraient s'organiser autour de forums bilatéraux. Les thèmes choisis en disent long, avec la présence du Medef comme fil conducteur : sécurité alimentaire, transition énergétique, avec des projets autour du solaire et de l'hydrogène vert, santé, numérique et BTP. Face à cela, les entreprises françaises cherchent surtout à rassu-

rer sur leur engagement dans la durée.

LES DÉFIS À RELEVER

Selon certaines estimations, les entreprises françaises auraient perdu près de 2 milliards d'euros d'opportunités récentes. Ce chiffre, qui circule, inquiète en France et explique en partie ce retour sur le terrain. Malgré les épisodes de crispation, les échanges commerciaux n'ont pas disparu. En 2024, ils ont atteint 11,1 milliards d'euros, selon les données de la Direction générale du Trésor. Dans le détail, la France exporte davantage de biens transformés, tandis que l'Algérie reste un fournisseur clé en hydrocarbures.

Sur le terrain, plusieurs grandes entreprises françaises sont toujours implantées. TotalEnergies en tête, mais aussi des banques et des groupes industriels. Certains chefs d'entreprise français le disent : il faut œuvrer à rétablir les connexions économiques malgré les tensions diplomatiques. La visite de Patrick Martin s'inscrit parfaitement dans cette logique : tester, renouer, voir ce qui est encore possible, et peut-être reconstruire un cadre plus stable, pas parfait, mais fonctionnel.

H. Adryen

L'ALGÉRIE ET LA NOUVELLE GÉOPOLITIQUE DES ENGRAIS

Une opportunité industrielle mondiale

Doté de ressources naturelles importantes et d'un accès énergétique compétitif, l'Algérie devrait tirer parti de la recomposition actuelle du commerce international pour renforcer sa place dans une filière devenue essentielle à la sécurité alimentaire mondiale.

La recomposition actuelle des chaînes d'approvisionnement mondiales, sous l'effet des tensions géopolitiques et des perturbations logistiques, rebat les cartes sur plusieurs marchés stratégiques, notamment celui des engrais. Dans ce contexte, l'Algérie dispose d'atouts structurels qui pourraient lui permettre de renforcer significativement sa position dans une filière devenue cruciale pour la sécurité alimentaire mondiale.

Le marché des engrais, particulièrement celui des produits phosphatés et azotés, est directement dépendant de plusieurs intrants clés, dont le soufre, utilisé dans la production d'acide sulfurique. Toute perturbation des flux logistiques internationaux se traduit ainsi rapidement par des tensions sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole.

Les récents déséquilibres du commerce maritime, combinés à la hausse des coûts énergétiques et de transport, ont entraîné une volatilité accrue des prix des engrais. Cette situation a des répercussions directes sur les coûts de production agricole et, in fine, sur les marchés alimentaires mondiaux.

UNE INTÉGRATION VERTICALE POTENTIELLE

Dans ce contexte, l'Algérie se distingue par une combinaison d'avantages comparatifs. Le pays dispose de réserves importantes de phosphates, d'un accès à une énergie abondante grâce au gaz naturel, et d'une position géographique stratégique reliant l'Afrique, l'Europe et le bassin méditerranéen.

Cette configuration lui permet d'envisa-



ger une intégration plus poussée de la chaîne de valeur, allant de l'extraction des matières premières à la production d'engrais finis, notamment les engrais phosphatés et l'urée.

VERS UNE MONTÉE EN GAMME INDUSTRIELLE

La dynamique actuelle s'inscrit dans une logique de montée en gamme industrielle. Au-delà de l'exportation de ressources brutes, l'enjeu pour l'Algérie réside dans la transformation locale des intrants afin de générer davantage de valeur ajoutée.

Le développement d'une industrie des engrais compétitive constitue ainsi un

levier potentiel de diversification économique, dans un contexte où les hydrocarbures demeurent dominants dans les exportations nationales.

UNE DEMANDE MONDIALE EN RECOMPOSITION

Sur le plan international, la demande en engrais reste structurellement orientée à la hausse, portée par la croissance démographique et les besoins agricoles des pays émergents. Parallèlement, certains producteurs traditionnels font face à des contraintes de production ou à des arbitrages énergétiques internes, réduisant leur capacité d'exportation.

Cette recomposition ouvre des opportu-

nités pour de nouveaux acteurs capables de garantir des volumes stables et des coûts compétitifs.

Dans ce cadre, l'Afrique apparaît comme un marché à fort potentiel, tandis que l'Europe cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement pour réduire sa dépendance externe.

COMPÉTITIVITÉ ET DÉFIS STRUCTURELS

Cependant, la captation de ces opportunités dépend de plusieurs facteurs déterminants. Les investissements dans les capacités industrielles, la modernisation des infrastructures portuaires et logistiques, ainsi que l'efficacité des chaînes de distribution seront essentiels pour assurer la compétitivité du secteur.

La stabilité des partenariats commerciaux et l'accès durable aux marchés internationaux constituent également des variables clés dans la consolidation d'un positionnement exportateur.

UN POSITIONNEMENT À CONSTRUIRE DANS LA DURÉE

Les évolutions actuelles du marché mondial des engrais confirment l'importance stratégique de cette industrie dans les équilibres économiques et alimentaires globaux. Pour l'Algérie, l'enjeu ne se limite pas à une conjoncture favorable, mais à la capacité de transformer des avantages naturels en puissance industrielle durable.

La prochaine étape dépendra de la vitesse d'exécution des projets industriels et de la cohérence des politiques d'investissement dans la chaîne de valeur chimique et agricole.

Smail ROUHA

DU COMMERCE À L'INTÉGRATION

La Malaisie renforce son ancrage économique en Algérie

Dans un contexte marqué par une progression notable des échanges bilatéraux, l'Algérie et la Malaisie franchissent une nouvelle étape dans leur coopération économique. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont enregistré une hausse de 56 %, confirmant une dynamique ascendante entre Alger et Kuala Lumpur. Dans cette perspective, l'ambassadeur de Malaisie en Algérie,

Datuk Rizany Irwan Muhamad Mazlan, a récemment rencontré Datuk Seri Ahmad Shabery Cheek, président de la FELDA (Federal Land Development Authority), afin de définir les contours de la prochaine phase du partenariat économique bilatéral. Selon les deux parties, la relation évolue progressivement d'un simple cadre commercial vers une intégration économique plus appro-

fondie, reposant sur plusieurs axes stratégiques. Parmi ces axes figure en premier lieu l'excellence agro-industrielle, où la Malaisie entend mettre à profit l'expertise internationale de la FELDA dans le développement agricole et la valorisation des filières.

Le second axe concerne le tourisme et l'hôtellerie, avec l'étude de projets d'infrastructures destinés à accompagner la croissance

du secteur touristique algérien et à renforcer son attractivité.

Enfin, la connectivité aérienne apparaît comme un levier essentiel de cette coopération, notamment grâce à la mise en service d'une nouvelle liaison directe opérée par Air Algérie, facilitant ainsi les échanges et les déplacements d'affaires entre les deux pays. Dans un contexte où l'Algérie multiplie les mesures incita-

tives en faveur de l'investissement étranger, la Malaisie entend se positionner non seulement comme un partenaire commercial, mais également comme un allié économique stratégique en Afrique du Nord. Cette nouvelle orientation confirme la volonté des deux pays de consolider une coopération durable, diversifiée et mutuellement bénéfique.

S.R.

EXPANSION DU CIMENT ALGÉRIEN

Une percée remarquable en Afrique de l'Ouest

Le ciment algérien poursuit son expansion sur les marchés régionaux, en particulier en Mauritanie, où il est de plus en plus présent dans les projets d'infrastructures. Cette progression s'explique par sa compétitivité et sa réputation de produit conforme aux standards de qualité requis pour les grands chantiers.

Dans un contexte de forte concurrence sur le marché des matériaux de construction, plusieurs opérateurs soulignent que la qualité reste le principal critère de sélection dans l'attribution des contrats. Selon des informations rapportées par des acteurs du secteur, certains projets d'envergure privilégient désormais des fournisseurs capables de garantir des normes techniques élevées. C'est notamment le cas du chantier de l'hôpital saoudien à Nouakchott, où les travaux sont

réalisés par une entreprise de construction internationale. Dans ce cadre, le choix du ciment aurait été réévalué afin de répondre aux exigences techniques du projet, conduisant à l'approvisionnement auprès d'un fournisseur algérien spécialisé dans le ciment destiné aux infrastructures lourdes. Cette évolution illustre une tendance plus large dans la région : les matériaux de construction ne sont plus seulement évalués sur leur disponibilité ou leur coût, mais de plus en plus sur leur qualité, leur fiabilité et leur conformité aux standards internationaux.

Ainsi, le ciment algérien semble s'inscrire progressivement comme un acteur compétitif sur les marchés africains, où la demande en infrastructures continue de croître.

S.R.

PETROLE

Le Brent à 105,33 dollars le baril

Les cours mondiaux du pétrole brut ont clôturé la semaine dernière en forte hausse. Le Brent a progressé d'environ 16 % et le WTI de près de 13 %, les opérateurs évaluant les perturbations de l'approvisionnement et la possibilité d'une reprise des pourparlers de paix entre les États-Unis et l'Iran. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, a pris 0,25% à 105,33 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, a lui perdu 1,51% à 94,40 dollars.

RUSSIE-UE

Medvedev propose des droits de douane

La Russie envisage de riposter aux pressions économiques de l'Union européenne. Dmitri Medvedev a proposé d'imposer des droits de douane sur certaines exportations russes vers l'UE, notamment les engrais, en réponse aux appels européens à taxer les produits russes pour financer la reconstruction de l'Ukraine. Moscou défend une réponse « symétrique » et estime que ces mesures pourraient faire grimper les prix alimentaires en Europe, tout en renforçant ses capacités économiques. De son côté, l'Union européenne maintient la pression avec un 20e paquet de sanctions et prépare déjà de nouvelles mesures, accentuant les tensions entre les deux blocs.

FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN D'ANNABA

Bendouda préside la cérémonie d'ouverture

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé, vendredi soir, l'ouverture de la 6ème édition du Festival du film méditerranéen d'Annaba en présence de personnalités culturelles et de figures éminentes du 7ème art.

La ministre a indiqué, dans une allocution prononcée à cette occasion, que cet événement culturel «s'inscrit dans le cadre des efforts de promotion du cinéma et de renforcement de sa présence dans la société, en soutenant la production et en multipliant les espaces de projection et de débats pour rapprocher l'action culturelle du public», avant de souligner que le cinéma ne remplit pleinement son rôle que lorsqu'il arrive jusqu'au spectateur et interagit avec lui».

Mme Bendouda a également affirmé que le secteur «s'emploie à renforcer la diffusion des œuvres cinématographiques en exploitant les différents espaces et atteindre davantage de public, tout en faisant de ces espaces des moyens d'expression, de réflexion et de transmission de



tout ce qui a trait à la société». La ministre a par ailleurs indiqué que le fait d'avoir fait de l'Égypte l'invité d'honneur de cette édition «reflète la profondeur des liens historiques et culturels qui unissent les deux pays, notamment dans le domaine cinématographique», rappelant «la place du cinéma égyptien dans le paysage culturel arabe et sa contribution à l'enrichissement de la mémoire artistique commune». Le commissaire du festival, Mohamed Allal, a indiqué quant à lui, dans son allocution, que ce rendez-vous cinématographique «s'inscrit dans le cadre de la consolidation du dialogue

méditerranéen à travers l'image et de la promotion du cinéma en tant qu'espace d'expression et de rapprochement entre les peuples, grâce à des projections cinématographiques, des débats et des ateliers thématiques visant à soutenir la créativité et à échanger des expériences». Intervenant à son tour, M. Abdellatif Ellayeh, ambassadeur d'Égypte, a indiqué que ce festival «constitue une plateforme importante pour renforcer les échanges culturels et artistiques entre les pays, une opportunité pour encourager les jeunes talents et affirmer le rôle du cinéma dans la construction de passerelles

de rapprochement entre les peuples». La 6ème édition du Festival du film méditerranéen d'Annaba, qui se poursuivra jusqu'au 30 avril, donnera lieu à la projection de 55 films de 20 pays du pourtour méditerranéen, et se distinguera par la projection, en première vision, de 13 films étrangers et de 53 films algériens. La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, ainsi que de plusieurs personnalités artistiques algériennes telles que Bahia Rachedi et Salah Aougrou, et d'actrices égyptiennes dont Elham Chahine et Sohair El-Morshedy.

RENCONTRES AFRO-MÉDITERRANÉENNES DE LA PENSÉE

L'héritage d'Augustin d'Hippone en débat

La première édition de la manifestation intellectuelle et culturelle annuelle «Les Rencontres afro-méditerranéennes de la pensée» se tiendra du 28 au 30 avril à Alger et à Tipaza. Cette rencontre sera consacrée à la mise en lumière de l'héritage d'Augustin d'Hippone dans ses dimensions humaines et universelles, a annoncé jeudi un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. Placée sous le haut patronage du président Tebboune, cette initiative «vient consacrer la place de l'Algérie comme trait d'union naturel et civilisationnel entre le continent africain et l'espace méditerranéen, à un moment où le dialogue culturel est devenu une nécessité urgente face au repli identitaire et aux défis ontologiques contemporains», précise la même source. Cette première édition, qui invite à «redécouvrir Augustin comme pont universel», est placée sous le thème «Augustin, une incarnation algérienne, africaine et méditerranéenne». Le colloque ambitionne de remettre en perspective l'héritage du penseur né à Thagaste et décédé à Hippone, en le présentant comme une «figure africaine façonnée par les vagues de la Méditerranée pour devenir une référence de la pensée mondiale et un pont entre les valeurs locales et l'universel humain». La cérémonie officielle d'ouverture est prévue, le 28 avril, sur le site archéologique du Mausolée royal de Maurétanie, à Tipasa, avant que les activités ne se poursuivent les 29 et 30 avril au Centre international des conférences



(CIC) Abdelatif-Rahal, avec une série de rencontres intellectuelles et scientifiques réunissant des délégations officielles et des personnalités internationales influentes dans les domaines culturel et diplomatique. À travers ses axes scientifiques, le colloque «entend repenser le patrimoine augustinienn à la lumière d'une lecture critique contemporaine, afin d'en saisir les valeurs et d'en raviver les dimensions humaines et culturelles», tout en analysant la triple appartenance d'Augustin (algérienne, africaine, méditerranéenne), ainsi que l'influence de son environnement dans la formation de sa pensée universelle. Il aspire également à interroger les fondements de la civilisation «en déconstruisant les notions de volonté, de liberté et de dignité pour répondre aux crises de l'homme contemporain et repenser le lien entre l'in-

dividu et la collectivité». En outre, cette édition accueillera intellectuels et académiciens issues de plusieurs pays d'Afrique et d'Europe, aux côtés de chercheurs et penseurs algériens. Les organisateurs indiquent que ce rassemblement vise à «construire un réseau de recherche durable, à renforcer la coopération académique et à créer de nouvelles traditions philosophiques ouvrant de larges perspectives à la réflexion commune entre les deux rives de la Méditerranée», dans une dynamique qui se veut à la fois scientifique et culturelle. Par ailleurs, la manifestation «mise sur la pensée comme outil efficace pour construire des relations humaines plus équilibrées et justes, dépassant la logique du conflit des civilisations au profit du dialogue, de la complémentarité et du vivre-ensemble», conclut le communiqué.

FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE DE TUNIS

L'Algérie présente avec plus de 600 titres



L'Algérie participe à la 40e Foire internationale du livre de Tunis avec plus de 600 titres couvrant divers domaines littéraires, historiques et intellectuels, indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. L'Algérie est présente à ce rendez-vous littéraire à travers 39 maisons d'édition publiques et privées, proposant 625 titres (3.188 exemplaires) dans les domaines de la littérature, de l'histoire, de la pensée et autres. Le stand Algérie abritera également un programme culturel diversifié comprenant des conférences intellectuelles et des soirées littéraires et poétiques tout au long de cette Foire. Dans le cadre de cette participation, «92 titres ont été offerts en don à l'ambassade d'Algérie à Tunis», selon la même source. La 40e Foire internationale du livre de Tunis se tient du 23 avril au 3 mai avec la participation de 394 maisons d'édition de 37 pays, dont l'Indonésie comme invitée d'honneur.

FESTIVAL CULTUREL INTERNATIONAL DE DANSE CONTEMPORAINE

Les candidatures ouvertes



Le Commissariat du Festival culturel international de danse contemporaine (FCIDC) a annoncé, dans un communiqué, l'ouverture des candidatures pour participer à la 14e édition du Festival, qui se tiendra du 18 au 22 septembre prochain à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih. La date limite du dépôt des candidatures a été fixée au 30 juin prochain, précise le commissariat, indiquant que les propositions doivent relever du domaine de la danse (contemporaine, expressive ou expérimentale), accompagnées d'un dossier artistique comprenant le CV de l'artiste ou de la troupe et une fiche technique détaillée du spectacle, tout en respectant les critères artistiques et organisationnels du Festival. Les dossiers de candidatures doivent être envoyés à l'adresse électronique suivante: festival.dansecontemporaine@gmail.com. Ce Festival, dont les précédentes éditions ont connu la participation d'artistes et de troupes de plusieurs pays, vise à «renforcer l'échange culturel entre les peuples, à soutenir la créativité dans le domaine de la danse sous ses différentes formes et styles, ainsi qu'à découvrir les jeunes talents et encourager les nouvelles expériences artistiques». La 13e édition du FCIDC, organisée en 2025 au Théâtre Mahieddine-Bachtarzi (TNA d'Alger), a vu la participation d'artistes et de troupes d'Algérie et de plusieurs pays étrangers, dont l'Etat de Palestine comme invité d'honneur.

BOURSES D'ÉTUDE AU JAPON

Les candidatures ouvertes

L'ambassade du Japon en Algérie attire déjà l'attention de nombreux étudiants : l'ouverture des candidatures pour les bourses gouvernementales MEXT au titre de l'année 2027.

Une opportunité rare qui pourrait permettre à certains profils sélectionnés de poursuivre leurs études dans l'un des systèmes universitaires les plus avancés au monde. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération académique et des échanges scientifiques entre l'Algérie et le Japon. Ces bourses figurent parmi les programmes d'études internationaux les plus prestigieux, offrant aux étudiants étrangers la possibilité de poursuivre leur formation dans des universités japonaises de haut niveau, au sein d'un environnement académique axé sur l'innovation et la recherche. Selon l'ambassade, le programme concerne différents niveaux d'études, notamment les étudiants de master et de doctorat, les étudiants de licence, ainsi que les candidats des instituts de technologie (Kosen) et des formations spécialisées. Les bénéficiaires auront alors l'opportunité de suivre un enseignement de qualité dans des établissements universitaires japonais reconnus, tout en découvrant un système éducatif avancé et une approche pédagogique fondée sur l'excellence scientifique et technologique.



Les autorités compétentes ont fixé les délais de dépôt des dossiers. La date limite est arrêtée au 1er juin 2026 pour les candidats aux

études supérieures (master et doctorat), tandis que le 15 juin 2026 constitue la date butoir pour les étudiants de licence et les autres filières concernées. L'ambassade

invite les candidats intéressés à consulter le guide de candidature et à télécharger les formulaires de participation via son site officiel, en veillant à respecter scrupuleusement les conditions et délais exigés. Les bourses MEXT représentent une opportunité exceptionnelle pour les étudiants souhaitant poursuivre leurs études au Japon. Elles permettent non seulement d'accéder à une formation académique de haut niveau, mais aussi de s'immerger dans un environnement culturel et scientifique riche et innovant. Ce programme contribue également au renforcement des relations universitaires entre l'Algérie et le Japon, tout en ouvrant de nouvelles perspectives aux étudiants algériens dans les domaines de la recherche, de la technologie et de la formation spécialisée. Les bourses MEXT figurent parmi les programmes les plus prestigieux proposés par le gouvernement japonais aux étudiants étrangers. Elles permettent de poursuivre des études supérieures au Japon dans des conditions particulièrement avantageuses, au sein d'universités reconnues pour leur excellence académique.

ACCIDENT

DE LA CIRCULATION

11 décès en 48 heures

Onze (11) personnes sont décédées et 559 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique un bilan de la Protection civile rendu public hier. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset, avec 3 morts et 3 blessés, suite au renversement d'un véhicule dans la daïra d'Abalessa, précise la même source. Par ailleurs, les plongeurs de la Protection civile ont procédé au repêchage de 5 personnes, mortes par noyade dans des réserves d'eau dans les wilayas de Tiaret, Sétif et Khenchela. Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 5 incendies urbains dans les wilayas de Boumerdes, El Tarf, Annaba, M'sila et Annaba. Les équipes de la Protection civile ont en outre procédé au sauvetage de 29 personnes et au dégagement de 18 véhicules dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, suite aux dernières intempéries.

ACCIDENT DE BUS À BOUIRA

Deux morts et 17 blessés

Deux (2) personnes sont mortes et 17 autres ont été blessées hier, dans un accident de la route survenu dans la wilaya de Bouira. Selon la Protection civile, l'accident s'est produit à 1h26 sur l'autoroute Est-Ouest près de la commune de Bechloul suite au dérapage suivi d'un renversement d'un bus de transport de voyageurs exerçant sur la ligne Tlemcen-Bir El Ater.

HADJ 2026

Les consignes d'Air Algérie

La compagnie aérienne, Air Algérie a publié un vidéo de sensibilisation destinée aux futurs pèlerins, les guidant pas à pas dans les démarches à effectuer avant et lors de leur arrivée à l'aéroport. Un geste d'accompagnement qui témoigne de la volonté de la compagnie d'assurer un départ serein et bien organisé pour les hadjis. Dès leur arrivée à l'aéroport, les pèlerins seront pris en charge par des agents d'Air Algérie, chargés de les orienter et de les accompa-

gner tout au long des procédures administratives et d'embarquement. La compagnie insiste sur le fait que chaque hadji sera guidé étape par étape. Avant de rejoindre l'aéroport, Air Algérie rappelle que les pèlerins doivent impérativement se munir des documents suivants à savoir le passeport, dont la validité doit dépasser six mois, le billet d'avion accompagné du visa, le carnet de hadj, le carnet de santé avec toutes les vaccinations obligatoires et enfin le reçu bancaire

original. Il est également fortement conseillé de réaliser des photocopies de l'ensemble de ces documents originaux, à conserver séparément en cas d'imprévu. Ainsi, la compagnie insiste sur un point crucial : chaque pèlerin doit se présenter à l'aéroport cinq heures avant l'heure de départ prévue, afin de disposer du temps nécessaire pour accomplir toutes les formalités dans de bonnes conditions. Concernant les bagages, Air Algérie fixe donc les limites sui-

vantes : 2 valises en soute, d'un poids maximum de 23 kg chacune et 1 bagage cabine ne dépassant pas 10 kg. Les pèlerins sont invités à placer dans leur bagage à main les médicaments et les documents officiels. À noter que les liquides sont strictement interdits en cabine.

La vidéo se conclut alors sur un message chaleureux de la part de la compagnie nationale, qui souhaite à l'ensemble des hadjis algériens un pèlerinage béni.

FALSIFICATION DE DOCUMENTS OFFICIELS

Démantèlement d'un réseau à Alger

Les éléments des services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation de 11 individus, impliqués dans des affaires de faux et usage de faux dans des documents officiels au niveau du service d'état civil de l'une des communes de la capitale, a indiqué hier, un communiqué de ces services. «Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la Brigade de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Sidi M'hamed, ont arrêté 11 individus, dont 6 femmes, pour leur implication dans des affaires de faux et usage de faux dans des documents officiels», précise le communiqué. «Les faits remontent à l'exploitation d'une information avérée faisant état d'une affaire de faux et usage de faux dans des documents officiels (actes de naissance) au niveau du service d'état civil d'une commune de la capitale. Des investigations de terrain ont alors été engagées et on permis la récupération d'actes de naissance et de certificats de nationalité falsifiés, ayant servi à l'obten-



tion de passeports au profit de ressortissants étrangers», ajoute la même source.

Les investigations approfondies se sont soldées par l'arrestation de «11 suspects et la saisie de 11 passeports biométriques falsifiés, 16 certificats de nationalité algérienne falsifiés, 3 cartes nationales d'iden-

tité biométriques falsifiées, 2 permis de conduire falsifiés, en sus de deux livrets fonciers falsifiés». Après achèvement des procédures légales en vigueur, les mis en cause en été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, conclut le communiqué.

HISTOIRE

Décès de la moudjahida Fifi Chena

La moudjahida Fifi Chena, membre de la Fédération du Front de libération nationale (FLN) en France, est décédée à l'âge de 89 ans, a-t-on appris, auprès du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit. Née le 15 avril 1937 à Béjaïa, la défunte avait rejoint les rangs du FLN au sein de la Fédération de France en 1957. La regrettée a été inhumée hier à Alger. En cette douloureuse épreuve, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherift, a présenté, en son nom et au nom de l'ensemble des cadres et personnels du secteur, à la famille de la défunte, et à toute la famille révolutionnaire, «ses sincères condoléances, les assurant de sa profonde compassion», priant Allah Tout-Puissant «d'entourer la défunte de Sa sainte miséricorde et de prêter à ses proches patience et réconfort».

NÉGOCIATIONS ENTRE WASHINGTON ET TÉHÉRAN

L'Iran dévoile ses exigences

Le Chef de la diplomatie iranienne a présenté les positions de Téhéran sur la situation.

Les regards sont tournés vers la capitale pakistanaise, Islamabad, où se dessine une nouvelle phase des pourparlers entre l'Iran et les États-Unis. Les rumeurs de négociations directes entre les deux puissances, facilitées par le Pakistan, ont récemment pris de l'ampleur, bien que des divergences subsistent quant à la nature de ces discussions. Hier, le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a rencontré le chef de l'armée pakistanaise, le général Asim Munir, pour discuter des dernières évolutions concernant le cessez-le-feu et les efforts visant à mettre un terme à la guerre. Lors de cette rencontre, Araghchi a présenté les positions de Téhéran sur la situation en cours et a salué les efforts du Pakistan pour arrêter les hostilités. Le ministère iranien des Affaires étrangères a souligné que la rencontre s'inscrivait dans une série d'efforts diplomatiques pour renforcer la paix et la stabilité dans la région. Cette visite intervient dans un contexte de tension croissante et de guerre prolongée, notamment en raison de la situation à Ghaza et des sanctions internationales impo-



sées à l'Iran. Les informations provenant de sources iraniennes affirment que l'objectif d'Araghchi était de répondre aux propositions faites par le général pakistanaise, qui avait précédemment visité Téhéran pour amorcer ce dialogue.

LA MÉDIATION PAKISTANAISE

La médiation du Pakistan semble cruciale dans ces discussions. Selon des sources diploma-

tiques, Islamabad a agi comme un canal pour les échanges entre Washington et Téhéran, bien que la situation demeure floue sur la nature exacte des négociations. L'initiative pakistanaise vise à réduire les tensions autour des points chauds de la région, en particulier le blocus maritime américain sur les ports iraniens et la gestion du détroit d'Hormuz, un point stratégique majeur pour les exportations de pétrole. Les

États-Unis, de leur côté, ont confirmé que leurs envoyés, Steve Witikoff et Jared Kushner, se rendraient également à Islamabad pour engager des discussions avec les responsables iraniens. La porte-parole de la Maison Blanche a insisté sur l'importance de ces pourparlers, précisant que le vice-président américain, J.D. Vance, resterait impliqué à un niveau stratégique tout au long du processus. Cependant, l'Iran a rapidement démenti toute rencontre directe avec les États-Unis à Islamabad, soulignant que la visite d'Araghchi avait pour but de transmettre les préoccupations de Téhéran sur des propositions américaines et non de négocier directement.

LE FLOU PERSISTE

Malgré les déclarations contradictoires, plusieurs médias américains ont rapporté que Téhéran pourrait apporter une réponse écrite aux propositions de Washington en vue d'un accord de paix. Le ministre iranien des Affaires étrangères devrait rencontrer dans les prochaines heures des représentants américains, mais aucune rencontre officielle n'a encore été confirmée.

Le contexte de ces négociations reste sensible. Le rôle du Pakistan en tant qu'intermédiaire est scruté de près, et plusieurs observateurs soulignent que la présence de pays tiers comme la Russie et Oman pourrait également jouer un rôle décisif pour briser les obstacles diplomatiques, notamment autour du programme nucléaire iranien. La communauté internationale attend avec impatience de savoir si ces négociations aboutiront à un compromis ou si elles se solderont par un échec. Les défis restent nombreux, et l'incertitude persiste quant à la volonté des deux parties de faire des concessions substantielles. Les responsables pakistanais, quant à eux, semblent optimistes et maintiennent leur engagement à faciliter le dialogue. Les heures à venir seront déterminantes pour l'avenir des relations entre l'Iran et les États-Unis, et pour la stabilité régionale. Islamabad, avec ses liens solides avec les deux nations, apparaît comme un acteur clé pour tenter de désamorcer la crise, mais le chemin vers une solution durable reste semé d'embûches.

R.I/agences

VIOLATION DU Cessez-le feu au Liban

Frappes sionistes dans le Sud

Les frappes sionistes sur le sud du Liban, vendredi dernier, ont fait six morts et deux blessés parmi les civils, selon le ministère libanais de la Santé. Ces attaques ont eu lieu alors que la région est sous cessez-le-feu depuis huit jours.

En réponse, le groupe Hezbollah a mené cinq attaques avec des drones sur des cibles sionistes situées dans le sud du Liban. Les attaques ont visé deux véhicules militaires sionistes, dont un véhicule blindé Hummer, un rassemblement de soldats dans la ville de Qantara, et un transport de troupes blindé dans la ville de Ramia, avec des «victimes confirmées» selon le Hezbol-

lah. Le groupe a également annoncé avoir abattu un drone sioniste de type «Hermes 450 - Zik» avec un missile sol-air dans la région de Houche, près de la ville de Tyr.

Le Hezbollah a justifié ces attaques comme étant une défense du Liban et de son peuple, et une réponse aux violations répétées du cessez-le-feu par l'entité sioniste et à l'invasion de l'espace aérien libanais.

Depuis le début du cessez-le-feu, le Hezbollah a mené 19 attaques, dont deux ont ciblé des colonies sionistes au nord de l'entité sioniste, et les autres ont visé les forces sionistes dans le sud du Liban.

AFFRONTEMENTS À BINT JBEIL

Dans la ville de Bint Jbeil, des affrontements violents ont eu lieu vendredi entre les combattants du Hezbollah et l'armée sioniste. Selon l'armée sioniste, six membres du Hezbollah ont été tués lors de ces combats, sans faire état de pertes dans ses propres rangs. Des sirènes d'alerte ont retenti à deux reprises vendredi dans plusieurs colonies du nord de l'entité sioniste, dont Zar'it, Shlomi, Even Menachem, Bzraitte et Chomera dans la Galilée occidentale, ainsi que Yiftah, Ramot Naftali et le conseil municipal de Mabuot Hermon dans la Galilée haute. Ces alertes étaient liées à la

crainte d'une intrusion de drone, selon le journal Yedioth Ahronoth. Cette escalade des tensions intervient après le deuxième cycle de pourparlers préparatoires entre les deux parties à la Maison Blanche jeudi dernier. À l'issue de la réunion, le président américain Donald Trump a annoncé le prolongement du cessez-le-feu pour une période de trois semaines supplémentaires. Les négociations entre le Liban et l'entité sioniste ont débuté le 14 avril, sous médiation américaine, pour la première fois en 43 ans. Un cessez-le-feu de 10 jours est entré en vigueur le 17 avril, en préparation de négociations directes.

ÉLECTIONS LOCALES EN CISJORDANIE ET GHAZA

Les Palestiniens aux urnes

Les Palestiniens se sont rendus, hier, aux urnes pour élire leurs représentants locaux. Les élections concernent 183 municipalités en Cisjordanie et la municipalité de Deir al-Balah dans la bande de Ghaza, avec plus d'un million d'électeurs appelés à voter.

Les élections à Deir al-Balah sont historiques, car il s'agit de la première consultation électorale dans cette ville depuis 22 ans. Deir al-Balah, l'une des moins affectées par les récentes agressions sionistes, voit ainsi ses habitants participer à un scrutin particulièrement symbolique pour la région.

La Commission électorale palestinienne a confirmé que tous les préparatifs étaient finalisés pour la journée du vote. Les bureaux de vote ouvriront à 7 heures du matin et fermeront à 19 heures. Le vote se fera de manière physique à l'aide



de la carte d'identité palestinienne, avec une procédure simplifiée pour les personnes âgées et handicapées. Le système de vote repose sur une nouvelle loi de 2025, qui utilise un système de représen-

tation proportionnelle pour les conseils municipaux et un système majoritaire pour les conseils villageois. Ce système vise à garantir une distribution plus équitable des sièges, avec un seuil de 5% pour les listes candidates.

Près de 90 conseils municipaux et 93 conseils villageois organiseront des élections. En tout, 321 listes se disputent 3773 sièges, dont 1200 sont réservés aux femmes.

Bien que des élections municipales aient eu lieu en Cisjordanie en 2021, celles de Ghaza ont été retardées à cause du conflit interne palestinien. Ces élections se déroulent dans un contexte de division politique persistante entre le Fatah en Cisjordanie et le Hamas à Ghaza, renforçant l'importance symbolique du scrutin pour la gestion locale et l'unité nationale.

NOMINATION D'UN ÉMISSAIRE AU «SOMALILAND»

Le Parlement arabe condamne

Le Parlement arabe a exprimé hier, sa condamnation et sa dénonciation de la décision de l'entité sioniste de nommer un émissaire diplomatique dans la région du «Somaliland», la qualifiant de violation flagrante du droit international et d'atteinte inacceptable à la souveraineté de la Somalie et à l'unité de son territoire. Le Parlement arabe a réaffirmé, dans un communiqué, son rejet catégorique de toute mesure ou démarche visant à consacrer une réalité séparatiste ou à reconnaître des entités illégitimes en République de Somalie.

Il a exprimé à cet égard, son plein soutien à ce pays dans toutes les actions entreprises pour préserver son unité, sa souveraineté et son intégrité territoriale, ainsi que son refus de toute ingérence étrangère dans ses affaires intérieures. Il a appelé la communauté internationale à assumer ses responsabilités et à adopter une position claire et explicite condamnant et rejetant ces violations qui menacent la sécurité, la stabilité et la souveraineté des États.

COUPE DU MONDE 2026

Pep Guardiola dénonce les tarifs exorbitants



Jamais assister à la finale d'une Coupe du monde n'aura été un tel luxe. Aux États-Unis, il faudra déboursier jusqu'à 2 millions d'euros pour avoir ce privilège.

Pour la première fois de l'histoire, la Coupe du monde de football se jouera cet été à 48, avec des recettes record à la clef. Sept millions de billets ont été mis sur le marché par la FIFA, et plus de cinq millions auraient déjà trouvé preneurs. La fédération internationale du ballon rond escomptant pas moins de 11 milliards de revenus

liés à la billetterie.

Forcément, de tels objectifs annoncés ne sont pas sans abus. Et les chiffres à la revente sont pour le moins consternants. Sur la bourse aux billets mise en place par la FIFA même, les exemples délirants ainsi ne manquent pas. Comme ces quatre places de catégorie 1 pour la finale, en tribune basse derrière un but, affichées à 2,3 millions de dollars l'unité (près de 2 millions d'euros)

Pep Guardiola a fait part de ses interrogations au sujet du prix des billets pour la Coupe du monde 2026, ce vendredi en conférence de presse. L'entraîneur de Manchester City juge les tarifs proposés trop élevés.

Le prix des billets pour la Coupe du monde 2026 ainsi que le coût des transports, décuplé dans certaines villes comme Boston ou New York, sont pointés du doigt et cela n'a pas échappé à Pep Guardiola. L'entraîneur de Manchester City a réagi à ce sujet, vendredi en conférence de presse avant le match de son équipe contre Southampton en FA Cup (samedi, 18h15).

« Avant, il y a des années, la Coupe du monde était une fête pour célébrer le football et la joie qu'il procure, tout le monde

voyageait aux quatre coins du globe, depuis d'autres continents, pour voir son pays et le soutenir, c'était abordable, a lancé Pep Guardiola, un poil romantique. Maintenant, ce sont les temps modernes, hein... C'est tellement cher. »

La Coupe du monde 2026, coorganisée par les États-Unis, le Canada et le Mexique, accueillera 104 matchs (dont 78 sur le sol états-unien). La Fifa s'attend à battre le record de billets vendus pour une édition de la compétition, qui remonte à 1994 avec 3,5 millions de tickets... déjà aux États-Unis.

LES SUPPORTERS EN COLÈRE

Mais la Fifa est dans le viseur de l'association des supporters européens, qui a déposé une plainte devant la Commission européenne pour abus de position dominante afin qu'elle renonce à ses procédures d'achat « opaques et déloyales ».

« Le football, c'est pour les supporters, a ajouté Pep Guardiola. Bien sûr, il faut penser aux sponsors, à tout ce genre de choses, parce que sinon ce ne serait pas viable. Tout le monde le sait. Mais les supporters ont la clé pour que ce business continue. »

UEFA LE BAYERN MUNICH EN AMENDE



Pas touche au troisième art. Le Bayern Munich craignait le pire, mais finalement les Bavarois n'écopèrent que d'une amende de 90 000 euros après les incidents survenus lors du quatrième but de Michael Olise face au Real Madrid en quarts. Lors de sa célébration, plusieurs supporters allemands étaient descendus des tribunes et avaient sauté par-dessus les grilles, se retrouvant presque sur le terrain. Dans la cohue, plusieurs photographes de presse avaient été écrasés.

L'UEFA avait songé à un huis clos partiel qui aurait privé les supporters bavarois du choc de la saison face au Paris Saint-Germain le 6 mai prochain, mais après avoir ouvert une procédure disciplinaire, la sanction est plutôt clémentine, même si l'amende reste salée pour quelques supporters un peu trop heureux. Vincent Kompany et ses hommes pourront donc compter sur une ambiance de folie à l'Allianz Arena, pour tenter de déjouer les champions d'Europe en titre.

CAMEROUN ANDRE ONANA DANS LE COLLIMATEUR DE LA FÉDÉ

L'enfant terrible du football camerounais. Andre Onana a récemment critiqué la gestion de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot), dans un live TikTok. « Je n'ai pas de problème avec la Fécafoot. Je suis en désaccord avec un individu qui utilise la fédération et l'équipe nationale pour régler ses comptes. Si tu n'es pas d'accord, on te "off", a-t-il dénoncé. J'ai pris beaucoup de coups pour l'amour de notre pays. On m'a envoyé en retraite, mais aujourd'hui je ne peux que soutenir nos jeunes frères. »

Les propos d'Onana visant Samuel Eto'o, le président de la Fédération camerounaise, seront à l'ordre de la prochaine assemblée générale de la Fécafoot. L'actuel gardien de but de 30 ans risque d'être écarté de l'équipe nationale du Cameroun pendant plusieurs années, d'après Sport News Africa. International depuis 2016, Onana s'est davantage fait remarquer pour des raisons extrasportives que pour ses prouesses.



L'homme aux 53 sélections s'est fait exclure du groupe lors de la Coupe du monde 2022 et a tardivement rejoint les Lions indomptables à la CAN 2023 en Côte d'Ivoire, préférant jouer un match de championnat avec Manchester United.

Prêté à Trabzonspor, le portier a brillé sur le terrain de Samsunspor, en quarts de finale de la Coupe de Turquie ce jeudi. Au cours de la séance de tirs au but, Onana a stoppé trois tentatives adverses qui ont permis aux Bordo-Mavi de se qualifier dans le dernier carré. Les Lyonnais ne sont pas les seuls à briller en club, mais à avoir des soucis avec leur sélection nationale.

LIVERPOOL OPÉRATION RÉUSSIE POUR HUGO EKITIKÉ

Victime d'une terrible rupture du tendon d'Achille, Hugo Ekitiké a été opéré jeudi dernier avec succès. Son entraîneur Arn Slot est venu aux nouvelles : « L'opération s'est bien passée, c'est une première étape importante qu'il devait franchir », explique-t-il en conférence de presse.

La rupture du tendon d'Achille devrait nécessiter plus de neuf mois de convalescence, une situation qui l'empêcherait, sans grande surprise, de participer au Mondial. Le coach des Reds prévient du long chemin à parcourir : « Dans un processus de rééducation aussi long, il y a beaucoup d'étapes cruciales à franchir avant de pouvoir vraiment dire. [...] Ensuite tout dépend de la façon dont la rééducation se déroule », poursuit le tacticien néerlandais. Lancés dans le sprint final, les Reds comptent aussi des blessures chez les gardiens : à la longue absence d'Alisson Becker s'ajoute l'indisponibilité de Giorgi Mamardashvili, blessé après le match contre Everton. C'est donc le troisième gardien Freddie Woodman qui sera titulaire contre Crystal Palace ce samedi. En revanche, Slot peut compter sur le retour d'Alexander Isak, en jambes sur les derniers matchs.

PORTUGAL GIANLUCA PRESTIANNI SUSPENDU SIX MATCHS

Mieux vaut tard que jamais. L'UEFA a enfin prononcé des sanctions à l'encontre de Gianluca Prestianni, accusé d'avoir proféré des propos racistes à l'encontre de Vinicius lors de Benfica-Real Madrid, le 17 février. L'international argentin a écopé de 6 matchs de suspension, dont 3 avec sursis pendant 2 ans « en raison d'un comportement discriminatoire », rapporte le comité de discipline de l'UEFA, ce vendredi. À noter que c'est bien l'homophobie qui est retenue, puisque la stratégie de défense de Prestianni avait été de contester les propos racistes avant de reconnaître les insultes homophobes, comme si c'était mieux accepté. Gianluca Prestianni, suspendu pour le match retour entre Madrilènes et Lisboètes le 25 février dernier, n'a plus que deux rencontres à purger, que ce soit dans une compétition UEFA ou lors d'un tournoi FIFA. Il ratera donc les deux premiers matchs de l'Argentine à la Coupe du monde 2026 (11 juin-19 juillet), s'il est convoqué par Lionel Scaloni.

AS ROMA CLAUDIO RANIERI QUITTE LE BATEAU

Un vieux loup de moins. Depuis plusieurs semaines, le bruit courait que Claudio Ranieri devait quitter ses fonctions à l'AS Roma. Ce vendredi midi c'est officiel : l'Italien et les Giallorossi mettent fin à leur collaboration. Revenu à la direction pour la troisième fois en début de saison, Ranieri occupait un rôle de conseiller au sein de la Roma. Mais l'idylle n'aura pas tenu jusqu'en fin de saison. Ces dernières semaines, la tension entre Ranieri et Gian Piero Gasperini avait atteint son comble : en cause, des reproches sur la stratégie sportive et le recrutement de l'un et l'autre. Dans son communiqué, le club met les choses au clair : « Nous avons pleine confiance dans le chemin qui nous attend sous la direction technique de Gian Piero Gasperini, avant de poursuivre. L'AS Roma passera toujours en premier. [...] Pour l'avenir, notre cap est clair. Le club est solide, avec une direction forte et une vision limpide. »

Actuellement 6e au classement, le club de la Louve se bat en cette fin de saison pour des places européennes et se déplace à Bologne ce samedi.

FINALE DE LA COUPE D'ALGÉRIE

USMA-CRB, entre spécialistes

Ce sera la septième fois que les deux équipes s'affrontent à ce stade de la compétition. Ce qui en fait l'affiche la plus fréquente de la Coupe.

L'USM Alger et le CR Belouizdad se retrouveront en finale de la Coupe d'Algérie, au terme de deux demi-finales disputées vendredi face respectivement au CA Batna et au CS Constantine. Au stade du 1er-novembre 1954 de Batna, l'USMA a dû puiser dans ses ressources pour venir à bout du CA Batna (3-1, après prolongation). Les Rouge et Noir ont rapidement pris les devants grâce à Tindeng Junior (11e), avant de voir les Batnéens revenir au score par Chaïbi (41e). Malgré une nette domination en seconde période, les Algérois ont dû attendre les prolongations pour faire la différence. Le jeune Boudarbala s'est illustré en inscrivant un doublé décisif (99e, 120e), scellant la qualification des siens. Tenant du titre, l'USM Alger disputera ainsi sa deuxième finale consécutive et la 19e de son histoire, un record dans l'épreuve. Dans l'autre demi-finale, le CR Belouizdad a validé son billet en s'imposant face au CS Constantine (3-2), au terme d'un match riche en rebondissements. Chabab, finaliste malheureux de la précédente édition, a entamé la rencontre tambour battant, parvenant à prendre l'avantage, grâce à l'attaquant Belhocini, libre de tout marquage dans la surface (18'). Après la pause, le CSC, revenu avec des intentions



offensives, a obtenu un penalty après une faute sur le Nigérian Tosin, transformé par le capitaine Dib (55'). Ce n'était que partie remise pour le CRB, qui a réussi à reprendre l'avantage grâce à un ballon piqué Ben Hammouda (59'). L'attaquant tunisien a resurgi dix minutes plus tard pour enfoncer le clou de la tête, et mettre son équipe à l'abri (69'). Tosin a réduit le score pour les Constantinois dans le temps additionnel (90'+6). Au total, l'USMA et le CRB vont se retrouver en finale pour la 7e fois après 1969, 1970, 1978, 1988, 2003 et 2025. Le club de Laâquiba conti-

nue d'écrite l'histoire en atteignant la cinquième finale de suite, après 2019, 2023, 2024 et 2025. De leur côté, les Rouge et Noir accèdent, en moins d'une semaine, à leur deuxième finale, après celle de la Coupe de la Confédération, aux dépens de l'Olympique Safi (aller : 0-0, retour : 1-1). En somme, une affiche prometteuse entre deux cadors du football algérien, qui laisse présager une finale très disputée. La finale se déroulera le 30 avril au stade du 5 juillet.

FAITS ET CHIFFRES :
L'USMA se qualifiée pour sa

19e finale de son histoire, renforçant ainsi son record national dans la compétition.

Le CRB jouera sa 15e finale de la Coupe, consolidant sa place de dauphin derrière l'USMA.

Le parcours du CS Constantine s'est arrêté en demi-finale pour la 6e fois, dont 3 éliminations face au CRB après celles de 2012 et 2019 (en plus de 1987 face à Bordj Menaïel, 1992 face à l'ASO Chlef et 2024 face au MC Alger). Le CA Batna s'arrête pour la première fois en demi-finale, après l'avoir franchie à deux reprises en 1997 et 2010.

Ce sera la 7e fois que l'USMA et le CRB s'affrontent en finale, après celles de 1969, 1970, 1978, 1988, 2003 et 2025, ce qui en fait l'affiche la plus fréquente de la Coupe.

Le CRBet l'USMA ont disputé 8 matchs de finale, car les finales de 1969 et 1970 se sont jouées en deux manches après un match nul initial (les tirs au but n'existaient pas à l'époque).

Le CRB se qualifie pour sa 5e finale consécutive, égalant le record de l'USMA, qui avait disputé 5 finales d'affilée entre 1969 et 1973 (toutes perdues, dont 2 face au CRB).

Pour la 3e fois dans l'histoire de la Coupe, la finale se répète 2 saisons de suite, après USMA-CRB en 1969 et 1970, et USMA-MCA en 2006 et 2007.

BUNDESLIGA

Maza élu meilleur jeune du mois

Ibrahim Maza a été récompensé pour la qualité et la régularité de ses performances avec le Bayer Leverkusen.

À seulement 20 ans, le milieu offensif confirme son énorme potentiel en Bundesliga. Après une courte période d'adaptation, l'ancien joueur du Hertha Berlin s'impose par sa créativité et sa justesse dans le jeu.

Même avec un seul but et une passe décisive en avril, il s'est distingué par son influence dans le jeu et ses nombreuses actions de qualité. Il a ainsi été élu "rookie du mois", devançant notamment Jens Castrop et Yan Diomande.

SERIE A

Belghali, priorité de l'AS Roma

Rafik Belghali attire l'attention de l'AS Roma après une première saison convaincante en Serie A avec l'Hellas Vérone. Le latéral droit algérien, auteur de 21 matchs et 2 buts, séduit par son profil offensif et sa régularité.

Selon plusieurs sources, des discussions ont déjà eu lieu entre la Roma et Vérone. Sous contrat jusqu'en 2029, le joueur est estimé à environ 7 millions d'euros, mais son club réclamerait près de 15 millions. La concurrence est forte, avec l'Inter, la Juventus et l'AC Milan également intéressés. International algérien, Belghali pourrait franchir un cap important en rejoignant la Roma.

COUPE DU MONDE 2026

Les Verts en stage le 25 mai

L'équipe nationale algérienne entamera sa préparation pour la Coupe du monde 2026 le 25 mai à Alger, a annoncé la FAF. Le stage sera suivi d'un match amical face aux Pays-Bas le 3 juin. Un second match est prévu le 10 juin à Kansas City, juste avant le début du Mondial (11 juin - 19 juillet). L'Algérie évoluera dans le groupe J avec l'Argentine, l'Autriche et la Jordanie. La FAF affirme avoir finalisé l'organisation du déplacement vers les États-Unis avec Air Algérie.

CAN U17

Algérie-Ghane en entrée

La sélection algérienne U17 de football débutera la Coupe d'Afrique des Nations U17 2026 face au Ghana, le 14 mai à 20h00, selon le calendrier officiel publié par la FAF.

Placée dans le groupe D, l'Algérie affrontera ensuite l'Afrique du Sud le 17 mai à 17h00, puis le Sénégal le 20 mai à 20h00.

Les jeunes Algériens se sont qualifiés après leur victoire 1-0 contre l'Égypte lors du tournoi UNAF en Libye, terminant à la deuxième place avec 7 points.

La CAN U17 2026 regroupe 16 équipes réparties en quatre groupes.

Les deux premiers de chaque groupe accéderont aux quarts de finale et se qualifieront pour la Coupe du Monde U17 2026.

LIGUE 1 MOBILIS 2026-2027

La nouvelle saison démarre le 20 août

Le championnat de Ligue 1 Mobilis de football, saison 2026-2027, débutera le jeudi 20 août 2026, avec le déroulement de la première journée de la compétition, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF), avant-hier dans un communiqué.

La décision a été prise au cours de la réunion du Bureau fédéral, tenue jeudi en fin d'après-midi, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, sous la présidence de Walid Sadi. Parmi les principales mesures introduites, chaque club disposera désormais d'un quota de trente licences seniors pour l'ensemble de la saison.

Les formations seront appelées à gérer cet effectif durant les deux périodes d'enregistrement des joueurs, dont la première est fixée du 1er juillet au 31 août 2026, précise la même source.



Concernant les joueurs étrangers, leur nombre reste limité à quatre par club. Toutefois, ces derniers devront répondre à des

critères précis, notamment justifier d'au moins cinq sélections officielles avec une équipe nationale (A, A', olympique ou U20) au

cours des trois dernières années précédant leur recrutement (2024, 2025 et 2026).

Dans le cadre de la promotion des jeunes talents, les clubs seront également tenus d'intégrer au minimum trois (3) joueurs de première année seniors, nés en 2006, et de les enregistrer obligatoirement dès la première période des transferts.

Enfin, la Ligue de football professionnel (LFP) et la FAF ont indiqué que l'ensemble des dispositions réglementaires relatives à cette nouvelle saison sera prochainement publié sur leurs plateformes officielles.

Trois journées restent à disputer de l'actuelle édition de la Ligue 1 Mobilis, dominée par le MC Alger, solide leader avec 58 points, à onze longueurs sur son dauphin, la JS Saoura.

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2026

Liste préliminaire des nageurs retenus

La Fédération algérienne des sports aquatiques a dévoilé, mercredi, une liste préliminaire de nageurs retenus pour les 17es Championnats d'Afrique de natation (seniors et juniors), prévus du 5 au 10 mai 2026 à Oran.

Cette sélection s'inscrit dans

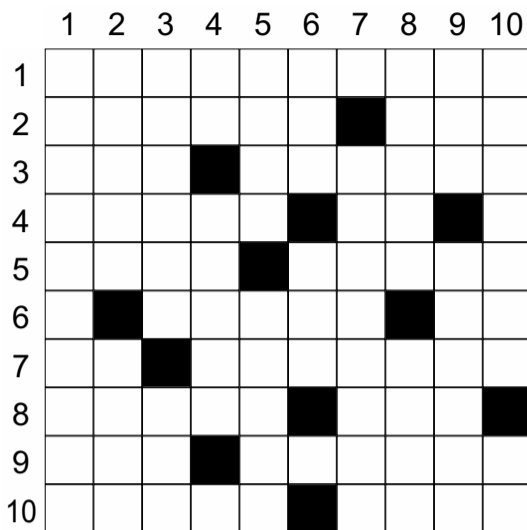
le cadre des préparatifs de cette compétition continentale organisée en Algérie. Elle fait suite au travail de la Direction technique nationale, qui a suivi les performances des athlètes lors des compétitions et stages de préparation.

Chez les messieurs, 15 nageurs ont été retenus, dont Jaouad Syoud, Ramzi Chouchar, Youcef Bouzouta et Mehdi Nazim Benbara, ainsi que deux jeunes surclassés, Salim Seddiki et Anis Kennoune. Chez les dames, 10 nageuses figurent sur la liste,

parmi lesquelles Nesrine Medjahed, Meroua Merniz, Ryma Benmansour, Jihane Benchadli, Lina Mahi et Maha Djouhra.

La DTN précise que cette liste reste provisoire et pourra évoluer selon la forme et les performances des athlètes.

Mots Croisés



Horizontalement

- 1- Couper net. 2- Colorant en jaune ou rouge - Partira. 3- Edit - Laissées. 4- Vomitif - Dans.
- 5- Possessif - Prendre acte en Belgique.
- 6- Carabine à long canon - Possessif.
- 7- Test d'intelligence - Rappellent le miel.
- 8- Quelqu'un - Obtiens. 9- Peuple du Nigeria - Qui a de la laitance. 10- Rude au toucher - Epreuve.

Verticalement

- 1- Se parler à soi-même. 2- Retire l'eau de la barque - Pays d'Asie. 3- Hurla la vente de sa marchandise - C'est pas du vrai. 4- Possessif - Meurtre. 5- Civilisation d'Amérique latine - Elle naît dans les roses. 6- Enlève - Blonde de pub. 7- Découvrirait. 8- Réfuté - A superposé des poissons. 9- Long temps - Se retrouvent sans chefs. 10- Frôleras - Fait alliance.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Miséricorde
Mizéricorde
Miséricorde
Méséricorde

Bénéficiaire
Bénéficiaire
Bénéficière
Bénéficiaire

Branchite
Bronchite
Bronchide
Bronchitte

Mirakuleux
Miraculeux
Miraculleux
Miraculeu

Les mots fléchés

APRÈS LES AÎNÉS IL GUÉRIT LES 5	INVENTORIER CAPITAINE DU NAUTILUS	BÊTES DE SOMME VÉRIFIERA	DÉMONSTRATIF SINGULIER METS DÉLICAT	IL EST PARFOIS DE BRUXELLES	EN MATINÉE MARIE	METTRE À BOUT
				SENT MARCHERAI		
DESTRUCTION T'AGITES (TE)						PROPRES
				BÂTIMENT DÉLABRÉ IL CONSTRUIT DES MAISONS		
FAUTES, PARFOIS RECONNUES MOT LIANT			À MOI CAMELOTE		APRÈS BIS À NOUS	
	MATIÈRE D'ALLIANCE PROPOSÉ		ALIMENT QUOTIDIEN			PETIT ÉCRAN CANTIQUES
POCHE DU TUBE DIGESTIF D'USAGE COURANT				CHOISIT ENZYME		
			CRIER DANS LA MARE VILLE DE MAYENNE			
PLATEAU CAILLOUX DÉSERTS	GRAINS DE GLACES DONNERAI DE L'AMPLEUR				POSSÈDES PRÉCÈDE EL-BEÏDA	GUEULE ET NEZ
		RONGEUR ATTIRÉE PAR TROMPERIE		LIQUIDE VIATAL PURE		NAIS
GRANDE CITE D'ISRAËL TROU DE LA PEAU				PÉNÉTRÉ D'UNE IDÉE EXPULSE L'AIR		
		FOLLES MIT AU FAIT D'UN SCIENCE				
PAGE CONFÈRE					ÉLUE FINS DE JOURNÉES	
	NATIONALE CURRICULUM VITAE		ÉPOQUES			"ALGÉRIE ACTUALITÉ" SITUATION COMIQUE
RÉDIGÉ SERPENT DE VERRE				BOISSON QUI RETAPE COMME		LES SIENS
			VERS SOLITAIRES RIGOLÉ			SYMBOLE DE L'OR
ABER	IRLANDE			PRESSA		
		PARÉES POUR VOLER			APPRIS	

BIFFE-TOUT

EN 9 LETTRES :
Ville d'Egypte

- | | | |
|-------------|------------|------------|
| ADONIS | EOLE | MIEN |
| AILETTE | EPOQUE | MIRABELLE |
| ALERTE | EVEIL | MOULE |
| ALITÉE | EXTRADER | NIÇOISE |
| AMBIDEXTRE | FAUTE | ONDULEUR |
| AMOURACHÉ | FIER | PARALYSIE |
| BÉTAIL | FILMER | PROCÉDER |
| BICHONNER | FLEUVE | RENTE |
| BLETTE | GAZ | SANCTION |
| BOSNIEN | HERMINE | SAO PAULO |
| BRILLE | INITIÉ | SCORIE |
| CHAUFFAGE | INOÛI | SÉJOUR |
| CHAUSSON | INSOLÉ | SORTILÈGE |
| COLORIAGE | INTERTITRE | SPONGIEUSE |
| COMMISSURE | JACTER | SUCCÈS |
| CONFUSE | LABIAL | TAILLEUR |
| CONSOLE | LACET | TOXIQUE |
| COQUILLETTE | LAMPE | VÉNÉRABLE |
| CRUAUTÉ | LISTE | ZÉNITH |
| DENSIMÈTRE | MACADAM | |
| ENDIVE | MACHINALE | |

C O M M I S S U R E D E N S I M E T R E
P C H A U F F A G E E N C A R U O M A V
A C H M I A L E L O I E D R S A T N S E
R H A E U E V U N U S O E E I O O A M N
A A R T R U O D O U N T J L X I O A N E
L U E T E M U N E I C O E I T P C S O R
Y S E L I L I I S A U T Q C A A E E S A
S S F E E N G N J R T U N U D E V L C B
I O N U S N I R E E E A L A L I T O O L
E N R O O C E S E U S O M A D I Q S R E
M R L P O M E S E R R R L N B U E E I E
A E S I L C U T E U N C E I I I N V E L
C D S I C F U D E E E H O L A N A L E L
H E F U N A A L I E T P L N O T L L T E
I C S O U R L N A I I E O H S I E E I B
N O C R T I S E N M T T C Q A O C B L A
A R C X A O Z E T T P I I R U A L E A R
L P E T B A Z A E N B E B N L E T E H I
E C O L O R I A G E E G E L I T R O S M
I N T E R T I T R E E R T X E D I B M A

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT
VROMBISSEMENT - CRIANTES - ETUI - CHASSA - ELUE - AN - ESPRIT - MI - ONGLE - UV - ETAL - GEO - HAIR - AIL - GERCEE - ROUSSE - SALUE - US - OR - RI - LU - SEGUIN - SUEDE - PERONE - NOS - EPIA - EDEN - LIN - ANIS - ETC - MENANT - SUC - TA - METIER - RACES - NE - SEMERA - NUÉE - RUT - FER - ATTEND - REJETTE.

VERTICALEMENT
ARCHANGE - ISOLEMENT - ORANGERS - USINE - UT - AMIS - LOCALE - NATTEE - BASEE - ELUDE - NI - EN - MINAS - HEU - EPATES - ST - PUA - ES - IN - RER - ASSERVIR - EPAIS - MUR - LI - ROUGE - SURETE - EMEUTE - USURE - CAR - ETE - TAS - IODE - CAFE - ONU - MAISONNETTE - ET - TILLER - ENCASTRE.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT
1- PROTOCOLES. 2- HORAIRE - VU. 3- ETE - NUIRE. 4- NA - SLTELE. 5- OTITE - LIEE. 6- MISE - VENTS. 7- EVEREST - AS. 8- NERON - SALI. 9- ELAN - MER. 10- SI - ALESE.

VERTICALEMENT
1- PHENOMENES. 2- PORTATIVE. 3- ORE - ISERE. 4- TA - STEROLS. 5- OINTE - ENE. 6- CRUE - VS - NA. 7- OEILLETS. 8- REIN - AME. 9- EVE - ETALES. 10- SU - MESSIRE.

4x4 Pécuniaire - Logarithmique
Topinambour - Vélocitisme

BIFFE-TOUT : SLOVAQUIE



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10

RAPPEURS FR

KB9 BALANCE SON TOP 3

Lors d'un live Instagram avec le rappeur Rihff, Karim Benzema a évoqué son goût pour le rap français et livré son top 3 élargi : Rihff, Booba, ainsi que Lacrim et Alonzo. Il a aussi commenté le football, critiquant le jeu collectif du Real Madrid et louant celui du Paris Saint-Germain. Enfin, il se dit ouvert à un retour en Bleus si Zidane devient sélectionneur. Avec plus d'un million de vues, les internautes sont partagés entre «hype» et scepticisme, certains saluent sa franchise, d'autres relançant le débat sur ses choix et ses déclarations.

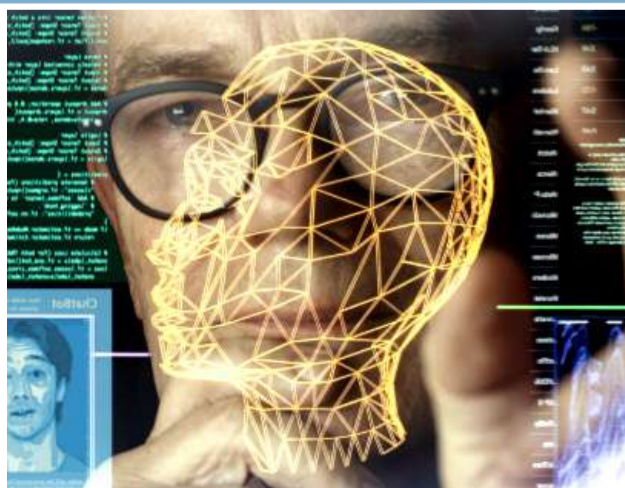
9/10 50 CENT EN CONFLIT AVEC SON FILS



50 Cent a confié être en conflit avec son fils depuis plusieurs années, principalement à cause de questions d'argent. Il affirme lui verser 10 800 \$ par mois, une somme que son fils juge insuffisante. Le rappeur estime que son fils de 27 ans devrait être autonome et critique son attitude de dépendance. Il explique lui avoir proposé de lancer un projet pouvant générer jusqu'à un million par mois, offre que son fils aurait refusée. Ce conflit met en lumière la tension entre soutien parental et responsabilisation, surtout dans des contextes de grande richesse. Il interroge aussi la transmission des valeurs face au privilège financier. Avec plus d'un million de vues, certains internautes défendent la fermeté du père, d'autres dénoncent un manque d'accompagnement émotionnel.

8/10 LE PIÈGE DES TROIS DOIGTS

Un arnaqueur a récemment échoué à piéger sa cible grâce à un test d'anatomie improvisé. Lors d'un appel vidéo en deepfake, la victime, sentant l'imposture, a exigé que son interlocuteur lève exactement trois doigts devant son visage. L'intelligence artificielle, incapable de gérer cette situation complexe en temps réel, a produit des distorsions visuelles flagrantes, révélant la supercherie. Ce réflexe de vérification physique montre que la vigilance humaine reste, pour l'instant, le rempart le plus efficace face à la sophistication croissante des cyberattaques. Avec plus de 346k réactions, certains internautes disent que ce test est une solution éphémère car les modèles d'IA corrigent déjà leurs lacunes sur le rendu des membres, pendant que d'autres saluent l'ingéniosité de la victime tout en s'inquiétant de la fin prochaine de cette parade visuelle.



7/10

TROIE, ENTRE MYTHE ET RÉALITÉ

Longtemps considérée comme légendaire à travers les récits de la Guerre de Troie, la cité de Troie a fini par révéler une réalité historique. Elle se situe dans l'actuelle Turquie, au nord-ouest, près du détroit des Dardanelles, comme l'ont montré les fouilles menées au XIXe siècle par Heinrich Schliemann sur le site d'Hisarlik. Ces découvertes ont mis en évidence plusieurs strates de civilisations, confirmant le rôle stratégique de Troie entre Europe et Asie, à la croisée du mythe et de l'histoire. Avec plus de 178k vues, beaucoup d'internautes restent fascinés par le mélange entre légende et réalité historique. L'intérêt populaire repose autant sur le mythe que sur les preuves scientifiques.

6/10

PROVOCATION OU MISOGYNIE ?



Lors d'un podcast, le rappeur sénégalais Akon a suscité une vive polémique en affirmant que les femmes ne sont pas les égales des hommes, reléguant leur rôle au simple soutien d'un homme. Ces propos ont enflammé les réseaux sociaux, avec plus de 116k vues. De nombreux internautes l'ont accusé de misogynie, méprisant l'égalité des genres et les valeurs sociétales actuelles. Les propos de Akon s'inscrivent dans une vision traditionaliste des rôles de genre, en décalage avec les principes modernes d'égalité. Qu'il s'agisse d'une conviction personnelle ou d'une stratégie de provocation médiatique, ce type de discours contribue à normaliser des stéréotypes qui freinent les avancées sociales et alimentent des tensions déjà sensibles autour de la place des femmes.

5/10

COUPE DU MONDE : BILLETS À DES PRIX DÉLIRANTS

À l'approche de la Coupe du monde 2026, des prix de revente de billets exorbitants sont affichés. Des billets pour la finale au MetLife Stadium atteignent près de 2 millions d'euros. Une dérive spéculative qui interroge la régulation et l'éthique du marché officiel. Avec plus de 16k réactions, les internautes dénoncent des prix indécentes et un football de plus en plus réservé aux ultra-riches.



4/10 HOMMAGE SPATIAL DE MUSK

Elon Musk a réalisé le rêve posthume de Liv Perotto, une adolescente de 15 ans décédée d'un cancer avant de pouvoir l'interroger sur l'avenir de l'humanité. Musk a répondu publiquement à huit questions de la jeune fille, portant sur la technologie et ses préférences personnelles, tout en intégrant «Asteroid», la peluche conçue par Liv, comme indicateur de microgravité lors d'une prochaine mission SpaceX. Avec plus de 14k vues, les internautes saluent cet hommage touchant, d'autres l'ont perçu comme une communication bien orchestrée.

3/10 GESTE D'APAISEMENT

L'artiste égyptien, Mohamed Ramadan, a déclaré : «Les Algériens sont un peuple frère, et je ne veux que personne ne soit fâché contre moi à cause de mes déclarations du passé à leur encontre. A l'époque, c'était à cause du football et j'étais jeune.» Ce message s'inscrit dans la continuité d'un contexte marqué par les tensions entre l'équipe d'Algérie de football et l'équipe d'Égypte de football lors des qualifications pour la Coupe du monde 2010, période durant laquelle l'artiste avait critiqué l'Algérie et son peuple. Depuis, il a présenté plusieurs fois ses excuses, et cette nouvelle déclaration vient renforcer sa volonté d'apaisement et de rapprochement. Avec plus de 11k vues, les internautes saluent une démarche constructive qui privilégie le dialogue et la réconciliation plutôt que la division.

2/10

JET DE FRUITS, UN GÂCHIS

Des images montrant de grandes quantités de fruits jetés dans une poubelle en Algérie, en raison de leur début de dégradation, ont provoqué une forte indignation en ligne avec plus de 400 réactions. Les internautes critiquent les commerçants, estimant que ces produits auraient pu être redistribués aux personnes dans le besoin, plutôt que d'être jetés, certains dénonçant une logique purement économique au détriment de l'aspect humain. Un gaspillage révélant les limites de la redistribution alimentaire et la priorité donnée au profit sur la solidarité.

1/10

BAGUETTE SANS FRONTIÈRES



Le boulanger franco-algérien Akim Boughazi, originaire de Seine-Saint-Denis et fils d'immigrés, a bâti un parcours atypique après une formation découverte par hasard, selon TSA. De ses débuts en pâtisserie en France à l'ouverture de boulangeries aux États-Unis, il décroche en 2022 le prix de la meilleure baguette de Los Angeles. Entrepreneur et formateur, il souhaite désormais transmettre son savoir-faire et développer des projets en Algérie, notamment des centres de formation et une plateforme de produits locaux. Avec des dizaines de réactions, les internautes saluent un parcours inspirant pour la diaspora.

DISPARITION AU REVOIR, YOUCEF

Il y a des hommes que le temps éloigne sans jamais les effacer.

Par S. Méhalla

Des présences qui quittent le quotidien, mais demeurent dans la mémoire avec une netteté presque douloureuse, comme si leur voix continuait de résonner dans quelque for intérieur où l'amitié, le respect et les années n'acceptent pas tout à fait la disparition. La nouvelle de la disparition du collègue Youcef Zerarka nous a saisis de cette stupeur que provoquent les départs des êtres de valeur, de ceux dont on croyait la rigueur assez forte pour tenir tête au désordre du monde, de ceux dont la seule évocation imposait encore une idée noble du métier, de la tenue et de la fidélité à soi.

Il me précédait de plus d'une décennie dans la profession. Il appartenait à cette génération pour qui le journalisme n'était ni une pose, ni un théâtre, ni une industrie de l'agitation, mais un sacerdoce discret, une discipline de l'esprit, une manière exigeante d'habiter la vérité. Lui était agencier à l'APS, avec tout ce que cela suppose de précision, de prudence, de netteté dans le trait. Nous n'avions pas les mêmes angles, pas les mêmes offensives, pas les mêmes manières d'apprécier les événements. Lui avançait avec la rectitude du cartésien. Nous autres, journalistes de quotidiens, cédions plus volontiers à la tentation du commentaire, aux spéculations, aux élans de plume, parfois à la fougue des interprétations. Mais cette différence ne séparait pas. Elle instruisait.



Elle élevait. Elle obligeait. Il était strict, oui, au sens le plus beau du terme. Strict comme le sont les consciences bien «tricotées» par le Seigneur. Professionnel sans raideur inutile. Exigeant sans ostentation. Il transmettait, presque sans y toucher, son savoir-faire, sa culture algéroise, cette urbanité forgée dans la mémoire d'une ville, et ce patriotisme sans boucan qui

tient moins du slogan que d'une élégance morale. Il donnait à voir une certaine idée de l'Algérie, sérieuse, instruite, digne, debout.

Je l'ai connu entre 2002 et 2007, à la Maison de la Radio à Paris, dans cette grande salle de rédaction mise à disposition des journalistes étrangers par le CAPE. Il y avait là des heures de travail, bien sûr,

mais aussi des heures d'échange, de friction féconde, de débats intenses sur les sorties littéraires en France, les polémiques du moment, cette démocratie que nous regardions à la fois comme un apprentissage, une promesse et parfois une illusion disputée. Ces conversations avaient du relief parce qu'il y mettait de la tenue. Il pensait avec méthode. Il discutait avec densité. Il contredisait avec netteté. Et toujours il laissait derrière lui non pas une vanité, mais une trace.

Puis la vie a fait son œuvre, comme elle le fait toujours. Les destins se croisent, s'accompagnent un moment, puis se séparent au détour des années, des pays, des urgences et des fatigues. On perd de vue des visages que l'on croit pourtant à jamais installés dans le paysage intérieur. Et soudain la mort vient rappeler, avec sa brutalité froide, qu'aucune estime n'immunise contre l'absence.

Sa disparition nous choque parce qu'il était de ceux que l'on respecte profondément. De ceux dont la valeur humaine survit aux divergences d'analyse, aux différences de style, aux éloignements de l'existence. Il laisse le souvenir d'un homme droit, d'un professionnel rare, d'un passeur de méthode et de décence.

À sa mémoire, j'adresse plus qu'un adieu. J'adresse une gratitude. Celle que l'on doit aux hommes qui, sans bruit, ont contribué à nous rendre meilleurs. Paix à son âme. Et que le silence qui l'accueille désormais ait la douceur due aux consciences justes.

Au revoir, Youcef.

S. M.

BOUALEM SANSAL

L'arroseur arrosé

L'intronisation de Boualem Sansal à l'Académie française, survenue quelques mois après son élection en octobre 2023, a déclenché une vague de remous dans le monde littéraire parisien. Mais ce qui devait être un couronnement pour l'écrivain octogénaire s'est rapidement teinté d'amertume et de méfiance, en particulier au sein de la sphère éditoriale. Il a fait son entrée chez Grasset, une maison d'édition historiquement liée au groupe Hachette, sous l'égide de l'influent milliardaire conservateur Vincent Bolloré. Cette nomination a alimenté des spéculations et des critiques, notamment autour de l'instrumentalisation politique de son œuvre. Pour beaucoup, l'association de Sansal à Bolloré semblait vouloir dépeindre l'écrivain comme un acteur d'une certaine vision conservatrice de la culture, voire comme un élément au service d'une stratégie géopolitique.

REFUS DE L'INSTRUMENTALISATION

Dans une déclaration à l'AFP, Boualem Sansal a fermement rejeté ces accusations. Il a exprimé sa frustration face à ce qu'il considère comme une «cabale» visant à le discréditer, dénonçant un double standard : «Pourquoi avant mon arrivée chez Grasset, personne n'a dit : les gens qui sont chez Grasset sont chez Bolloré ? J'arrive moi et on dit : Ah, il est chez Bolloré», s'est-il interrogé. Selon lui, il est injustement présenté comme un instrument au service d'intérêts politiques qu'il ne partage pas. «Bolloré, je



ne l'ai jamais rencontré, je ne connais pas ce monsieur. Il n'a pas besoin de moi, je n'ai pas besoin de lui», a-t-il ajouté, mettant fin à toute supposition sur une quelconque relation de dépendance.

UN DÉSENGAGEMENT POLITIQUE ?

Pourtant, cette polémique survient dans un contexte où l'écrivain, qui a longtemps été soutenu par certaines factions françaises, semble aujourd'hui se trouver dans une situation paradoxale. Ceux qui l'avaient soutenu durant sa détention en Algérie l'ont apparemment abandonné. Il est possible que ce désengagement soit dû à une volonté de certains acteurs politiques de «se réconcilier» dans leurs relations avec l'Algé-

rie, un pays stratégique sur les plans sécuritaire et économique. Il est également plausible que ces milieux, de plus en plus conscients de la présence grandissante de l'influence algérienne en Afrique, veuillent prendre leurs distances avec un écrivain qui, jusque-là, semblait incarner son opposition. L'Algérie, cœur de l'Afrique, représente aujourd'hui un terrain où la France, de plus en plus indésirable sur le continent, peine à retrouver son influence. Dans cette optique, il n'est pas exclu que certains soutiens de Sansal, autrefois fervents, aient cherché à renouer des liens avec l'Algérie, devenu incontournable.

UN PION DANS LES JEUX DE POUVOIR FRANÇAIS

Dans les années qui ont précédé son emprisonnement, Boualem Sansal a pourtant été un pion dans les jeux du pouvoir français. Bien que son positionnement ait souvent été ambigu, il a su jouer des rôles «suspects» qui ont trouvé un écho favorable au sein de certains milieux culturels et politiques français. Ces soutiens, parfois tactiques, ont permis à Sansal de faire entendre sa voix dans le débat intellectuel français, à tel point que certains ont sollicité l'Allemagne pour servir d'intermédiaire avec l'Algérie afin de faciliter sa libération. Aujourd'hui, cependant, l'écrivain se trouve en rupture avec ceux qui l'ont autrefois porté et défendu, et se retrouve un peu seul dans un environnement qu'il considérerait jusque-là comme son refuge.

UN SOUTIEN QUI S'EFFONDRE

Dans ce contexte, il est légitime de se poser la question : l'extrême droite française a-t-elle véritablement compris que Sansal ne méritait pas son soutien ? Si, pendant un temps, l'écrivain a rencontré un écho auprès de certains milieux d'extrême droite, à la recherche d'un porte-parole pour leur discours critique sur l'Islam et l'immigration, la distance qui sépare aujourd'hui l'écrivain de ces mouvements semble indicatrice d'un désenchantement réciproque. L'auteur, qui a longtemps fait figure de héros pour certains, se retrouve désormais à la marge, dans une situation de paria, au sein même du cercle littéraire et politique qui l'avait autrefois accueilli.

Ceux qui le soutenaient l'ont lâché. Cette phrase résume sans doute le sentiment qu'éprouve Boualem Sansal à l'égard de la France. Mais au-delà de l'histoire personnelle de l'écrivain, c'est tout un système littéraire, politique et médiatique qui semble s'interroger sur les critères de soutien et de rejet. Faut-il croire que l'écrivain, aujourd'hui délaissé, n'a pas sa place dans ce jeu d'influences ? En tout cas, pour Sansal, l'heure semble être à la fuite : «La France, c'est fini pour moi», a-t-il confié à l'Agence France Presse. Le pays qu'il pensait être son refuge ne l'est plus. Et désormais, l'écrivain semble préparer son départ, dans un dernier acte de résistance contre un système littéraire et politique qui l'a, en fin de compte, marginalisé.

Assia M.